



ADMINISTRATION COMMUNALE DE FOREST  
GEMEENTEBESTUUR VORST

CONSEIL COMMUNAL DU 23 JUIN 2020  
GEMEENTERAAD VAN 23 JUNI 2020

PROCÈS VERBAL  
PROCES-VERBAAL

**Présents** Fatima Abbach, *Présidente suppléante/Plaatsvervangende voorzitter* ;  
**Aanwezig** Stéphane Roberti, *Bourgmestre/Burgemeester* ;  
Charles Spapens, Mariam El Hamidine, Ahmed Ouartassi, Alain Mugabo Mukunzi, Françoise Père,  
Maud De Ridder, Saïd Tahri, Fatima El Omari, Esmeralda Van den Bosch, *Échevin(e)s/Schepenen* ;  
Marc-Jean Ghysseles, Marc Loewenstein, Nadia El Yousfi, Laurent Hacken, Magali Plovie, Alitia Angeli,  
Evelyne Huytebroeck, Denis Stokkink, Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Stéphanie Koplowitz,  
Simon De Beer, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Séverine De Laveleye, Anne Rakovsky, Catherine  
Beauthier, Nabil Boukili, Christophe Borcy, Valérie Michaux, Alexander Billiet, Mustapha Al Masude,  
Samir Ahrouch, Xavier Jans, Michael Van Vlasselaer, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden* ;  
Betty Moens, *Secrétaire communale/Gemeentesecretaris*.

**Excusés** Caroline Dupont, Yves Roland, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden*.  
**Verontschuldigd**

Ouverture de la séance à 19:30  
Opening van de zitting om 19:30

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

**La séance se tient via l'application Teams.**

**De zitting vindt plaats via de toepassing Teams.**

**Monsieur Billiet est désigné par le sort pour voter le premier aux votes par appel nominal.**

**De heer Billiet wordt bij loting aangeduid om als eerste te antwoorden bij stemmingen bij naamafroeping.**

Monsieur Roberti :

Je remercie à nouveau le personnel qui est resté mobilisé pour la gestion de la crise. Même si nous sommes dans la période de déconfinement, il faut rester vigilants et les espaces verts, comme le Parc de Forest restent des points d'attention. Il y a des espaces plus difficiles que d'autres pour faire respecter les normes imposées par l'Arrêté Ministériel (bulles, distances entre les bulles...). Nous avons mis en place un plan d'actions dans le Parc : Nous avons confectionné des affiches rappelant les normes à respecter. Celles-ci sont diffusées via les réseaux sociaux et sont affichées dans différents endroits dans le Parc. La brigade SILVA et les Gardiens de l'Espace Public sont mobilisés pour faire respecter les consignes. Le Règlement Général de Police est un des moyens pour faire respecter les normes, mais il est clair que l'objectif n'est pas d'augmenter les recettes mais bien de dissuader des comportements inappropriés. Le vendredi et

samedi soir, il y a une présence plus accrue des policiers et des Gardiens de la Paix. Heureusement, on peut petit à petit relancer certaines activités, mais ici aussi il est important de respecter le protocole qui a été établi dans le cadre des événements. Le collège de ce jeudi 25 juin va statuer sur la programmation des événements pour l'été. Un autre volet est les zones de rencontre, qui seront plus utilisées par les enfants, parents et les autres citoyens cet été car beaucoup de personnes ne partiront pas en vacances. L'objectif de ces zones de rencontre est de ne pas exclusivement utiliser les parcs pendant cette période de Covid et elles seront temporaires pendant cette période. On avait d'abord pensé de les maintenir jusqu'au mois d'octobre, mais étant donné le fait que les choses évoluent tellement vite, il faudra s'interroger après les vacances de la pertinence de les maintenir au-delà, ou d'une manière permanente. Néanmoins, beaucoup de riverains veulent les maintenir. Ces zones ont été instaurées malgré l'avis parfois mitigé des services de police, principalement au niveau de la circulation automobile. Il y a également l'aspect de la cohésion sociale dont il faut tenir compte. Avec le déconfinement, il n'est pas toujours facile pour les policiers et les gardiens de la paix de faire respecter les consignes et ils sont parfois obligés de faire un arbitrage difficile, il faut rester vigilant. C'est parfois difficile de le faire comprendre, mais c'est nécessaire si nous ne voulons pas une nouvelle hausse de victimes.

Monsieur Hacken :

Je suis content d'entendre qu'il y a un plan pour les parcs. J'ai eu des échos positifs. J'étais un des premiers à demander qu'on instaure des zones jeux pour permettre les enfants de jouer, pour se balader. La majorité de ces zones jeux (deux d'entre elles) ne posent pas trop de problèmes, mais une a des conséquences sur le trafic qui s'est déplacé sur les rues voisines et cela pose des problèmes au niveau de la qualité de l'air et en terme de justice tout simplement. Ces zones jeu ont toute leur pertinence pendant les vacances d'été mais dès la rentrée, il faut réfléchir à leur maintien. Je suis content d'entendre que vous allez y réfléchir car il faut des dispositifs qui sont positifs pour tout le monde.

Monsieur Loewenstein :

Je tenais d'abord à saluer à nouveau le travail, le professionnalisme des services communaux en cette période compliquée. Je tenais à saluer plus particulièrement la qualité de la Commission Instruction publique qui s'est tenue la semaine dernière et qui nous a permis de faire connaissance d'une équipe qui semble très compétente et soucieuse du bon fonctionnement des écoles et de l'épanouissement des enfants. J'en viens au sujet des zones de rencontre / zones de jeux sur lequel j'insiste à nouveau aujourd'hui. Pour rappel, sous l'impulsion de la ministre de la mobilité bruxelloise, les communes ont été invitées à développer des zones de rencontre temporaires pour permettre, dans certains quartiers particulièrement denses, de garantir la distanciation sociale. Ces zones donnent la priorité aux piétons et aux cyclistes sur toute la largeur de la voirie et limite la vitesse des automobilistes à 20km/h. Ça, c'est l'idée lancée par la Région et c'est une bonne chose à partir du moment où cela contribue à permettre la distanciation sociale bien nécessaire en cette période particulière. Je ne reviendrai pas sur les questions posées de manière globale, notamment sur leur *signalisation*, la vitesse des *services d'urgence*, la nécessaire *évaluation* quant à leur fonctionnement, au périmètre ou encore les reports de charges et la nécessaire *concertation* lorsque certaines communes souhaitent les pérenniser.

A un niveau forestois, j'ai déjà eu l'occasion de vous interroger sur ces aménagements lors du conseil communal du 19 mai, plus particulièrement sur la zone jeux créée sur la chaussée de Bruxelles, le long du parc Duden. Nous abordons ici le sujet en introduction du conseil communal, ce sujet implique pas mal de questions et mon collègue Xavier Jans a d'ailleurs déposé une interpellation pour le prochain conseil communal qui se déroulera en présentiel. L'occasion pour aller davantage au fond des choses et permettre au Collège de préparer des réponses qualitatives...

Si je suis conscient de l'impact positif de telles zones pour les riverains des voiries concernées, je m'interrogeais et m'interroge toujours sur la pertinence d'un tel dispositif et la raison de son maintien au vu de ses effets sur les rues voisines.

En période de confinement, la mise en place de la zone jeux sur la chaussée de Bruxelles ne posait pas trop de problèmes pour les rues voisines. Avec le trafic qui reprend, c'est autre chose. Et on peut s'interroger

aujourd'hui sur le choix de cet axe par rapport par exemple à d'autres voiries comme la rue du Melon ou encore la rue des Alliés. Et depuis que les enfants ont repris l'école, la situation s'est amplifiée avec la mise en zone jeux de l'avenue Massenet, pour protéger Melon et Massenet. Les bouchons sont désormais légions les matins et soirs au niveau de l'avenue Reine-Marie-Henriette et la place Albert alors que les zones de jeux restent quasi vides ! Dans la même logique, on pourrait maintenant fermer Marie-Henriette, Besme et continuer sur le reste de la commune...

Je regrettais lors du dernier conseil, et je regrette toujours aujourd'hui le choix de la zone jeux par rapport à la zone de rencontre.

Pour rappel, lors conseil communal et dans la presse du 17/3, le Collège annonçait la mise en place d'une zone de rencontre sur la chaussée de Bruxelles. Dans les faits, ce qui a été finalement mis en place est une zone de jeux. Et je constate encore aujourd'hui dans le chef des membres de la majorité, mais aussi de l'opposition cette confusion permanente entre les deux types de zones alors que si on avait mis en place une zone de rencontre, il n'y aurait pas aujourd'hui les problèmes que l'on connaît et, sans doute, tous les riverains auraient été satisfaits.

La différence principale avec la zone de rencontre est que, en zone de jeux, à l'exception des riverains pour entrer et sortir de chez eux, les voitures n'ont pas accès. J'ai souligné cette ambiguïté lors du conseil communal du 19 mai.

La raison pour laquelle le collège a privilégié la zone de jeux est liée au fait que le rapport de police demandé soulignait que la zone de rencontre imposait des contraintes difficilement exécutables pour la commune et qu'il était dès lors plus simple de prévoir une zone de jeux. Or, ces conditions ont été allégées via Bruxelles-Mobilité et Brulocalis, en mars, vu les circonstances exceptionnelles.

Malgré tout, vous persistez sans vous remettre en question dans cette zone de jeux active en théorie de tous les jours de 8 à 20h, et dans les faits, 24h/24 puisque les barrières ne sont pas déplacées les matins et soirs. A moins de revoir tout l'espace public et privatiser des voiries, ces zones de jeux ont certes un intérêt mais elles doivent rester ponctuelles et concertées avec les habitants.

Même si certains riverains directs en sont certainement ravis, si la zone de rencontre a certainement un sens, c'est un non-sens de maintenir une zone de jeux comme c'est le cas maintenant 7 jours sur 7, 24h/24. Si votre collège souhaite œuvrer pour le vivre ensemble et la cohésion sociale, qu'il le démontre de sa manière de prendre ses décisions et que ses décisions rassemblent les habitants de différents quartiers et cessent de les diviser.

Transformez ces zones de jeux en zones de rencontre pour cet été, la situation sera sans doute apaisée du côté des riverains et n'attendez pas, comme pour le verrou Kersbeek, une mobilisation et interpellation citoyennes pour changer d'avis.

Vous avez la main. Faites maintenant ce qui est juste pour tous.

Monsieur Pierre-De Permentier.

Les zones jeu sont des dispositifs nécessaires dans des quartiers dépourvus d'espaces verts. Par contre, la pollution est reportée sur des autres rues, il y a le problème d'insécurité car il y circulent moins policiers et il y a plus de bruit. Je me demande s'il faut attendre la fin de l'été car les riverains n'en peuvent plus. Ne peut-on pas réfléchir à des mesures alternatives et lever le dispositif en semaine par exemple. Le MR soutient cette proposition.

Monsieur Roberti :

Nous sommes d'accord. L'objectif de ces zones de rencontres est de faciliter le respect des distances imposées par le CNS. Maintenant que les écoles sont ouvertes, la fréquentation y a diminuée, mais on en a besoin. Il faut faire la distinction entre les mesures prises aujourd'hui et les questions de mobilité. En été, il y aura moins de circulation. Il faudra voir après les vacances d'été comment répondre aux besoins d'un plus grand nombre de riverains. Si le contexte continue à changer de manière radicale, il n'y aura pas lieu de maintenir les zones de rencontre après les vacances, mais pour l'été elles ont toute leur utilité.

De heer Roberti:

Ik wil nogmaals mijn dank betuigen aan het personeel dat actief bleef tijdens de crisis. Ook al zijn de maatregelen inmiddels versoepeld, toch moeten we waakzaam blijven en groene ruimtes, zoals het Park van Vorst, blijven aandachtspunten. In sommige ruimtes is het moeilijker dan elders om de door het ministerieel besluit opgelegde normen te doen naleven (bubbels, afstandsregels, ...). We hebben een actieplan opgesteld voor het Park: We hebben affiches gemaakt met de normen die moeten worden nageleefd. Die worden verspreid via sociale netwerken en op verschillende plaatsen in het Park opgehangen. De SILVA-brigade en de parkwachters worden ingezet om ervoor te zorgen dat de instructies worden nageleefd. Het algemeen politiereglement is een van de middelen om de naleving van de normen af te dwingen, maar het is niet de bedoeling is om de inkomsten te verhogen, maar om ongepast gedrag af te schrikken. Op vrijdag- en zaterdagavond is er een verhoogde aanwezigheid van politie en gemeenschapswachten. Gelukkig kunnen sommige activiteiten stilaan hernemen, maar ook hier is het belangrijk om het protocol dat voor de evenementen werd opgesteld, te respecteren. Het College van donderdag 25 juni zal beslissen over de programmering van de evenementen voor de zomer. Een ander aspect zijn de erven en speelstraten, die deze zomer meer gebruikt zullen worden door kinderen, ouders en anderen, omdat veel mensen niet op vakantie gaan. Het doel van deze zones is om niet uitsluitend gebruik te maken van de parken tijdens de coronacrisis en ze zijn tijdelijk. In eerste instantie hadden we gedacht te tot oktober te behouden, maar aangezien de zaken zo snel veranderen, zullen we na de zomervakantie moeten nagaan of het gepast zou zijn ze langer te behouden of permanent. Veel omwonenden willen ze behouden. Deze zones zijn ingesteld ondanks de gemengde reacties van de politie, vooral met betrekking tot de doorstroming van het verkeer. Er is ook het aspect van de sociale cohesie waarmee rekening moet worden gehouden. Met de versoepeling van de maatregelen is het niet altijd gemakkelijk voor politie en gemeenschapswachten om de naleving af te dwingen en soms moeten ze moeilijke afwegingen maken, dus moeten we waakzaam blijven. Het is soms moeilijk om uit te leggen, maar het is noodzakelijk als we geen nieuwe toename van de besmettingen willen.

De heer Hacken:

Ik ben blij te horen dat er een plan is voor de parken. Ik heb positieve reacties gehoord. Ik was een van de eersten om op te roepen om speelplekken voor kinderen te creëren, zodat zij kunnen bewegen en spelen. De meeste van deze speelstraten (twee ervan) leveren niet al te veel problemen op, maar één ervan heeft gevolgen voor het verkeer, dat zich naar de omliggende straten heeft verplaatst en dat stelt onder meer problemen voor de luchtkwaliteit. Dergelijke speelstraten zijn relevant tijdens de zomervakantie, maar zodra het schooljaar begint, moeten we nadenken of het nuttig is ze te behouden. Ik ben blij te horen dat u erover gaat nadenken, want we hebben maatregelen nodig die voor iedereen positief zijn.

De heer Loewenstein:

Allereerst wil ik nogmaals mijn waardering uitspreken voor het werk en de professionaliteit van de gemeentediensten in deze moeilijke tijd. Ik wil in het bijzonder wijzen op de kwaliteit van de commissie voor openbaar onderwijs die ons vorige week een team toonde dat zeer bekwaam lijkt en begaan is met de goede werking van de scholen en de ontwikkeling van de kinderen.

Dan kom ik nu bij de woonerven/spelstraten, een thema dat ik vandaag nog eens wil benadrukken. Ter herinnering: onder impuls van de Brusselse minister van Mobiliteit werden de gemeenten aangemoedigd om tijdelijke zones te creëren om in bepaalde dichtbevolkte buurten de sociale afstand te kunnen garanderen. Deze zones geven voorrang aan voetgangers en fietsers over de hele breedte van de weg en beperken de snelheid van automobilisten tot 20 km/u. Dat is het idee dat het Gewest heeft gelanceerd en het is een goede zaak als het de social distancing, die op dit moment zo nodig is, helpt toepassen. Ik zal niet terugkomen op de vragen die globaal werden gesteld, met name over de *bewegwijzering*, de snelheid van de *hulpdiensten*, de noodzakelijke *evaluatie* van de werking, de perimeter of zelfs de verschuiving van de lasten en het nodige *overleg* wanneer bepaalde gemeenten ze wensen te bestendigen.

Voor wat Vorst betreft, heb ik tijdens de gemeenteraad van 19 mei al de gelegenheid gehad om vragen te

stellen over deze maatregelen, in het bijzonder de speelzone die gecreëerd werd op de Brusselsesteenweg, langs het Dudenpark. We behandelen het onderwerp hier als een inleiding op de gemeenteraad, maar dit onderwerp induceert nogal wat vragen en mijn collega Xavier Jans heeft een interpellatie ingediend voor de volgende gemeenteraad, die in fysieke aanwezigheid zal plaatsvinden. Dat is een kans om dieper in te gaan op de zaken en het College de mogelijkheid te bieden om kwalitatieve antwoorden voor te bereiden ...

Hoewel ik me bewust ben van de positieve impact van dergelijke zones voor de bewoners van de betrokken wegen, heb ik me altijd afgevraagd en vraag ik me nog steeds af wat de relevantie van een dergelijk systeem is en wat de reden is om het te behouden als we kijken naar de effecten ervan op de omliggende straten.

Tijdens de lockdown leverde de inrichting van de speelzone in de Brusselsesteenweg niet al te veel problemen op voor de omliggende straten. Nu het verkeer weer op gang komt, is het iets anders. En we kunnen ons nu afvragen waarom die straat gekozen wordt ten opzichte van andere wegen zoals de Meloen- of de Bondgenotenstraat. En sinds de kinderen weer naar school gaan, is het fenomeen vergroot door de aanleg van een speelstraat in de Massenetlaan, om Meloen en Massenet te beschermen. Er zijn nu vaak files 's morgens en 's avonds op de Koningin Maria-Hendrikalaan en het Albertplein, terwijl de speelstraten bijna leeg blijven! In dezelfde logica zouden we nu Maria-Hendrika en Besme kunnen sluiten en voortgaan met de rest van de gemeente ...

Ik heb het de laatste raad uitgelegd en ik vind het nog altijd jammer dat er gekozen werd voor een speelstraat boven het erf.

Ter herinnering, tijdens de gemeenteraadsvergadering en in de pers op 17 maart kondigde het College de instelling aan van een erf op de Brusselsesteenweg. In feite is er uiteindelijk een speelstraat gecreëerd. En ik zie nog steeds bij de leden van de meerderheid, maar ook bij de oppositie, deze verwarring tussen beide soorten zones, terwijl als er een erf was ingesteld, er niet de problemen zouden zijn die we momenteel hebben en alle omwonenden wellicht tevreden zouden zijn geweest.

Het belangrijkste verschil met een erf is dat auto's geen toegang hebben tot een speelstraat, uitgezonderd de omwonenden om hun huis te verlaten of te bereiken. Ik heb op de gemeenteraad van 19 mei op deze dubbelzinnigheid gewezen.

De reden waarom het College de voorkeur geeft aan de speelstraat, houdt verband met het feit dat in het gevraagde politierapport wordt benadrukt dat een erf beperkingen oplegt die voor de gemeente moeilijk uit te voeren zijn en het dus eenvoudiger was om een speelstraat in te richten. Deze voorwaarden werden echter versoepeld via Brussel Mobiliteit en Brulocalis, in maart, gezien de uitzonderlijke omstandigheden. Ondanks alles blijven jullie zonder het nog in vraag te stellen bij de speelstraat, elke dag van 8 uur 's ochtends tot 8 uur 's avonds en in feite 24 uur op 24 aangezien de barrières niet verplaatst worden 's morgens of 's avonds. Tenzij de hele openbare ruimte wordt herzien en de wegen worden geprivatiseerd, zijn deze speelstraten zeker interessant, maar ze moeten wel punctueel en in overleg met de bewoners blijven.

Ook al zijn sommige omwonenden tevreden en heeft een erf zeker zin, toch is het onzin om een speelstraat te behouden zoals nu 24u/7d.

Als uw College wil werken aan het samenleven en de sociale cohesie, toon dat dan in de manier waarop er beslissingen genomen worden en laat die beslissingen mensen uit verschillende wijken samenbrengen en niet langer verdelen.

Verander de speelstraten in erven voor de zomer: dat zal de buurtbewoners wellicht kalmeren en wacht niet, zoals bij de afsluiting van Kersbeek, op mobilisatie en interpellaties van burgers om van visie te veranderen.

De keuze is aan u. Doe nu wat goed is voor iedereen.

De heer Pierre-De Permentier:

Speelstraten zijn noodzakelijk in buurten zonder groene ruimten. Aan de andere kant wordt de vervuiling verschoven naar andere straten en is er een probleem van onveiligheid omdat er minder politie en meer lawaai is. Ik vraag me af of we moeten wachten tot het einde van de zomer, want de bewoners kunnen het

niet meer aan. Kunnen we niet nadenken over alternatieven en de maatregel bv. in de week opheffen? De MR steunt dit voorstel.

De heer Roberti:

Wij zijn het ermee eens. Het doel van de erven is de naleving van door de Veiligheidsraad opgelegde social distancing te vergemakkelijken. Nu de scholen terug open zijn, is er minder volk, maar ze zijn wel nog nodig. Er moet een onderscheid worden gemaakt tussen de maatregelen die nu worden genomen en de mobiliteit. In de zomer zal er minder verkeer zijn. Na de zomervakantie zullen we moeten kijken hoe we aan de behoeften van meer bewoners kunnen voldoen. Als de context radicaal blijft veranderen, is het niet nodig om de erven na de vakantie te behouden, maar ze zijn wel nuttig voor de zomer.

## **AFFAIRES GÉNÉRALES - ALGEMENE ZAKEN**

### **Secrétariat - Secretariaat**

#### **1 Approbation du procès-verbal du conseil communal.**

**Le conseil approuve les procès-verbaux des séances du 04 février, 17 mars et 21 avril 2020.**

35 votants : 35 votes positifs.

---

**Goedkeuring van het proces-verbaal van de gemeenteraad.**

**De Raad keurt de proces-verbalen van de zittingen van 04 februari, 17 maart en 21 april 2020 goed.**

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

*3 annexes / 3 bijlagen*

---

#### **2 Affaires générales - Approbation des statuts de Vivaqua.**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle Loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 117 relatif aux compétences du conseil communal et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et ses modifications ultérieures ;

Vu les Décret et ordonnance conjoints du 16 mai 2019 de la Région de Bruxelles-Capitale, la Commission communautaire commune et la Commission communautaire française relatifs à la publicité de l'administration dans les institutions bruxelloises;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles Capitale, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'ordonnance du 5 juillet 2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale ;

Vu le nouveau Code des sociétés et des associations du 23 mars 2019 ;

Vu l'obligation de VIVAQUA de modifier ses statuts sociaux tenant compte :

- de l'article 100 de l'ordonnance du 5 juillet 2018 précitée imposant aux intercommunales de mettre leurs statuts en conformité avec l'ordonnance et de se conformer aux autres obligations établies par celle-ci dans un délai maximal de 24 mois à dater de l'entrée en vigueur de la présente ordonnance à savoir avant le 1<sup>er</sup> septembre 2020 ;
- d'une mise en conformité avec les nouvelles règles imposées par le nouveau Code des Sociétés et des associations ;
- de quelques adaptations de forme et de simplification administrative;

Vu le projet de statut reprenant les modifications proposées ;

Vu la convocation à l'assemblée générale extraordinaire de VIVAQUA et l'ordre du jour y annexé ;

Sur proposition du Collège ;

DECIDE :

D'approuver le projet des nouveaux statuts de VIVAQUA tel qu'annexé à la convocation à l'assemblée générale extraordinaire du 4.06.2020 ;

De mandater les représentants communaux au sein de l'assemblée générale de VIVAQUA aux fins de voter conformément à la décision prise ci-dessus.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 35 votes positifs.

---

### **Algemene zaken - Goedkeuring van de statuten van Vivaqua.**

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet van 24 juni 1988, met name artikel 117 betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen en latere wijzigingen;

Gelet op het gezamenlijk decreet en ordonnantie van 16 mei 2019 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de openbaarheid van bestuur bij de Brusselse instellingen;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en latere wijzigingen;

Gelet op de ordonnantie van 5 juli 2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten;

Gelet op het nieuwe Wetboek van Vennootschappen en Verenigingen van 23 maart 2019;

Gelet op de verplichting van VIVAQUA om haar statuten te wijzigen rekening houdend met:

- artikel 100 van voornoemde ordonnantie van 5 juli 2018 dat de intercommunales verplicht hun statuten in overeenstemming te brengen met de ordonnantie en zich te houden aan de overige verplichtingen die deze oplegt binnen een maximale termijn van 24 maanden na de inwerkingtreding van deze ordonnantie, d.w.z. vóór 1 september 2020;
- een conformering aan de nieuwe regels die worden opgelegd door het nieuwe Wetboek van Vennootschappen en Verenigingen;
- enkele aanpassingen qua vorm en met het oog op administratieve vereenvoudiging;

Gelet op het ontwerp van statuut met daarin de voorgestelde wijzigingen;

Gelet op de oproeping voor de buitengewone algemene vergadering van VIVAQUA en de bijgevoegde agenda;

Op voorstel van het College;

**BESLIST:**

Het ontwerp van de nieuwe statuten van VIVAQUA goed te keuren, zoals bijgevoegd bij de oproeping voor de buitengewone algemene vergadering van 4 juni 2020;

De gemeentelijke vertegenwoordigers in de algemene vergadering van VIVAQUA volmacht te geven om hun stem uit te brengen overeenkomstig de hierboven genomen beslissing.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

*8 annexes / 8 bijlagen*

---

## **TRAVAUX PUBLICS - OPENBARE WERKEN**

### **Revitalisation des quartiers - Wijkcontracten**

- 3 **Revitalisation des quartiers – ABY – Marché de service – « Travaux de mise aux normes de sécurité pour la maison Chaussée de Bruxelles 22-24 à 1190 Forest » – Attribution du marché - Procédure négociée sans publication préalable - Application de l'article 234 §3 de la nouvelle loi communale – Prise pour information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment les articles 234 § 3 relatif aux compétences du collège des



Bourgmestre et Échevins ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins en sa séance du 12 décembre 2019 :

*D'informer le conseil communal lors de sa prochaine séance ;*

*De choisir la procédure par facture acceptée comme mode de passation du marché de service pour une mission de travaux de mise aux normes de sécurité conformément à l'article 92 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;*

*De consulter les opérateurs suivants :*

- *FTQP, Rue des Alliés, 303-315 à 1190 Bruxelles*
- *Mission locale de Forest, Boulevard de la 2ème Armée Britannique, 29 à 1190 Bruxelles*
- *Casablanca, Avenue François Malherbe, 42 à 1070 Anderlecht*

*De considérer la seule offre reçue conforme et régulière, à savoir :*

- *Casablanca, Avenue François Malherbe, 42 à 1070 Anderlecht*

*De désigner Casablanca, Avenue François Malherbe, 42 à 1070 Anderlecht pour le montant d'offre contrôlé de 9.260,74 € TVAC pour la réalisation de ce marché ;*

*D'inscrire la dépense de 9.260,74 € TVAC (21%) à l'article 9307/723-60/84 « Aménagement des bâtiments en cours d'exécution », du service extraordinaire du budget 2019 ;*

*De financer la dépense à 100% par un subside FEDER.*

DECIDE :

En application de l'article 234 al. 3 de la Nouvelle Loi Communale, de prendre pour information la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 12 décembre 2019 décidant d'approuver les conditions et le mode de passation du marché de services « Travaux de mise aux normes de sécurité pour la maison Chaussée de Bruxelles 22-24 à 1190 Forest » dans le cadre du projet ABY - Réhabilitation du site de l'Abbaye de Forest et sa reconversion complète en pôle culturel et de financer la dépense.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 35 votes positifs.

---

**Heropleving van de Wijken - ABY - Opdracht voor diensten - “Aanpassingswerken aan de veiligheidsnormen van het gebouw Brusselsesteenweg 22-24 te 1190 Vorst” - Gunning van de opdracht - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Toepassing van artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet - Kennisneming.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 234 §3 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 12 december 2019:

*De Gemeenteraad op de hoogte te brengen tijdens zijn volgende zitting;*

*Te kiezen voor de procedure via aanvaarde factuur als gunningswijze van de opdracht voor diensten voor een opdracht van aanpassingswerken aan de veiligheidsnormen, overeenkomstig artikel 92 van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;*

*De volgende operatoren te raadplegen:*

- *FTQP, Bondgenotenstraat 303-315 - 1190 Vorst*
- *Lokale Missie van Vorst, Brits Tweedelegerlaan 29 - 1190 Vorst*
- *Casablanca, François Malherbelaan 42 - 1070 Anderlecht*

*De enige conforme en regelmatige ontvangen offerte te beschouwen, namelijk de offerte van de firma:*

- *Casablanca, François Malherbelaan 42 - 1070 Anderlecht*

*Casablanca, François Malherbelaan 42 te 1070 Anderlecht aan te stellen voor het gecontroleerde offertebedrag van 9.260,74 € incl. BTW voor de uitvoering van deze opdracht;*

*De uitgave van 9.260,74 € incl. BTW (21%) in te schrijven op artikel 9307/723-60/84 “Aanpassingswerken aan gebouwen in uitvoering” van de buitengewone dienst van de begroting 2019.*

*De uitgave voor 100% te financieren door een EFRO-subsidie.*

#### BESLIST :

In toepassing van artikel 234, 3e lid van de Nieuwe Gemeentewet kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 12 december 2019 waarin beslist werd goedkeuring te verlenen aan de lastvoorwaarden en de gunningswijze van de opdracht voor diensten “Aanpassingswerken aan de veiligheidsnormen van het gebouw Brusselsesteenweg 22-24 te 1190 Vorst” in het kader van het project ABY - Rehabilitatie van de site van de Abdij van Vorst en haar volledige reconversie tot culturele pool, en de uitgave te financieren.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

## AFFAIRES GÉNÉRALES - ALGEMENE ZAKEN

### IT - IT

#### 4 **Informatique - Acquisition de matériel informatique pour le bon fonctionnement des services et leur intégration dans le parc informatique communal.**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, notamment l’article 117;

Vu sa décision du 2 mars 2010 relative à la Convention de mandat n° CM1008 entre le Centre d’informatique pour la Région bruxelloise et l’Administration communale de Forest, basée sur l’article 19 de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fourniture et de services (« L’exécution conjointe de travaux, de fournitures ou de services pour le compte de pouvoirs adjudicateurs différents peut, dans l’intérêt général, faire l’objet d’un marché unique attribué par adjudication, par appel d’offres ou par procédure négociée, dans les conditions déterminées par la loi. Les

personnes intéressées désignent l'autorité ou l'organe qui interviendra, en leur nom collectif, à l'attribution et à l'exécution du marché ») ;

Vu l'article 1er de la Convention de mandat disposant ce qui suit :

« L'Administration communale de Forest désigne le CIRB comme mandataire appelé à intervenir en son nom et pour son compte à l'attribution et à l'exécution des marchés publics, cités ci-dessous, de telle manière que le CIRB soit l'autorité compétente à traiter avec les soumissionnaires.

Il s'agit notamment des marchés publics suivants :

Le marché relatif à l'acquisition et l'installation de matériels informatiques et de logiciels y afférents ;

Vu la liste des prix du matériel offert par le CIRB pour l'année 2020 ;

Considérant qu'il est nécessaire de procéder à l'acquisition de matériel informatique pour le bon fonctionnement des services et leur intégration dans le parc informatique communal ;

Considérant que la dépense est dès lors estimée comme suit :

Pour le service Affaires générales 104/742-54/40

20	IP PHONE -fixe	1.540,20 €
10	GSM - NOKIA	916,30 €
TOTAL		2.456,50 €
TOTAL +TVA		2.973,00 €

Vu le montant aujourd'hui disponible pour les achats informatiques à l'article 104/742-54/40 du service extraordinaire du budget 2020, soit 3.000,00 € ;

Pour le service Informatique 104/742-53/15

6	Hp Elitedisplay E243 23,8 docking monitor	1.742,46 €
TOTAL		1.742,46 €
TOTAL +TVA		2.109,00 €

Vu le montant aujourd'hui disponible pour les achats informatiques à l'article 104742-53/15 du service extraordinaire du budget 2020, soit 2.200,00 € ;

Pour le service Bâtiments 138/742-53/03

5	Ipad – 10.2 inch	2.640,60 €
TOTAL		2.640,60 €
TOTAL +TVA		3.196,00 €

Vu le montant aujourd'hui disponible pour les achats informatiques à l'article 138/742-53/03 du service extraordinaire du budget 2020, soit 3.600,00 € ;

Pour le service Bâtiments 138/742-54/64

2	GSM - NOKIA	183,26 €
TOTAL		183,26 €

TOTAL +TVA	222,00 €
------------	----------

Vu le montant aujourd'hui disponible pour les achats informatiques à l'article 138/742-54/64 du service extraordinaire du budget 2020, soit 300,00 € ;

Pour le service INFORMATIQUE 139/742-53/15

50	Logitech HD webcam C270	1.324,00 €
TOTAL		1.324,00 €
TOTAL +TVA		1.603,00 €

Vu le montant aujourd'hui disponible pour les achats informatiques à l'article 139/742-53/15 du service extraordinaire du budget 2020, soit 120.000,00 € ;

Pour le service ENSEIGNEMENT NL 7202/742-53/15

64	HP-Elitebook8G5	48.000,00 €
8	Activpanel V7 Titanium 70'' 4K + support	32.000,00 €
1	Ipad – 10.2 inch	514,35 €
TOTAL		80.514,95 €
TOTAL +TVA		97.423,00 €

Vu le montant aujourd'hui disponible pour les achats informatiques à l'article 7202/742-53/51 du service extraordinaire du budget 2020, soit 97.500,00 € ;

Pour le service Bibliothèque 7671/742-53/05

2	HP-Elitebook8G6	1.750,00 €
2	Hp Elitedisplay E223	238,40 €
TOTAL		1.988.40 €
TOTAL +TVA		2.406,00 €

Vu le montant aujourd'hui disponible pour les achats informatiques à l'article 7671/742-53/05 du service extraordinaire du budget 2020, soit 3.600,00 € ;

Pour le service Bibliothèque NL 7672/742-53/53

2	Hp Elitedisplay E223	238,40 €
TOTAL		238,40 €
TOTAL +TVA		289,00 €

Vu le montant aujourd'hui disponible pour les achats informatiques à l'article 7672/742-53/53 du service extraordinaire du budget 2020, soit 1.300,00 € ;

Pour le service Petite enfance 844/742-54/40

10	GSM - NOKIA	916,30 €
TOTAL		916,30 €

TOTAL +TVA	1.109,00 €
------------	------------

Vu le montant aujourd'hui disponible pour les achats informatiques à l'article 844/742-54/40 du service extraordinaire du budget 2020, soit 3.000,00 € ;

Pour le service LOGEMENT 922/742-53/39

1	HP Elitedisplay E243 23,8	141,00 €
TOTAL		141,00 €
TOTAL +TVA		171,00 €

Vu le montant aujourd'hui disponible pour les achats informatiques à l'article 922/742-53/15 du service extraordinaire du budget 2020, soit 200,00 € ;

Pour le service Urbanisme 930/742-53/29

2	Ipad – 9-7 inch	1.141,08 €
TOTAL		1.141,08 €
TOTAL +TVA		1.385,00 €

Vu le montant aujourd'hui disponible pour les achats informatiques à l'article 930/742-53/29 du service extraordinaire du budget 2020 soit 1.400,00 € ;

DECIDE,

De désigner le CIRB pour l'acquisition de matériel informatique et téléphonique dont le paiement des fournitures sera établi sur production des factures des firmes ECONOCOM, DIALOG, ORANGE, MIMÉOS, SWITCH/IT PRO NV ;

De désigner GIAL pour l'acquisition de matériel informatique et téléphonique dont le paiement des fournitures sera établi sur production des factures des firmes, DEFILANGUES;

D'inscrire la dépense de 2.973,00 € (TVAC) à l'article 104/742-53/15 du service extraordinaire du budget 2020 pour acquisition de matériel chez ORANGE ;

D'inscrire la dépense de 2.109,00 € (TVAC) à l'article 104/742-54/40 du service extraordinaire du budget 2020 pour acquisition de matériel chez IRISNET et ORANGE ;

D'inscrire la dépense de 3.196,00 € (TVAC) à l'article 138/742-53/03 du service extraordinaire du budget 2020 pour acquisition de matériel au SWITCH ;

D'inscrire la dépense de 222,00 € (TVAC) à l'article 138/742-54/64 du service extraordinaire du budget 2020 pour acquisition de matériel au CIRB ;

D'inscrire la dépense de 1.603,00 € (TVAC) à l'article 139/742-53/15 du service extraordinaire du budget 2020 pour acquisition de matériel au CIRB ;

D'inscrire la dépense de 74.334,00 € (TVAC) à l'article 7201/742-53/16 du service extraordinaire du budget 2020 pour acquisition de matériel au DEFILANGUES – ECONOCOM - SWITCH ;

D'inscrire la dépense de 97.423,00 € (TVAC) à l'article 7202/742-53/15 du service extraordinaire du budget 2020 pour acquisition de matériel au DEFILANGUES – SWITCH - ECONOCOM ;

D'inscrire la dépense de 2.406,00 € (TVAC) à l'article 7671/742-53/05 du service extraordinaire du budget 2020 pour acquisition de matériel au ECONOCOM ;

D'inscrire la dépense de 289,00 € (TVAC) à l'article 7672/742-53/53 du service extraordinaire du budget 2020 pour acquisition de matériel au ECONOCOM ;

D'inscrire la dépense de 1.109.00,00 € (TVAC) à l'article 844/742-54/40 du service extraordinaire du budget 2020 pour acquisition de matériel au ORANGE ;

D'inscrire la dépense de 171,00 € (TVAC) à l'article 922/742-53/39 du service extraordinaire du budget 2020 pour acquisition de matériel au CIRB ;

D'inscrire la dépense de 1.385,00 € (TVAC) à l'article 930/742-53/29 du service extraordinaire du budget 2020 pour acquisition de matériel au CIRB ;

De financer les dépenses aux articles 104/74-53/15 - 104/742-54/40 - 138/742-53/03 - 138/742-54/40 - 139/742-53/15 - 7671/742-53/05 - 7672/742-53/15 - 844/742-54/40 - 922/742-53/39 - 930/742-53/29 - par un emprunt, et à l'article, 7202/742-53/15, par subsides.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
35 votants : 35 votes positifs.

---

### **Informatica - Aankoop van informaticamateriaal voor de goede werking van de diensten en hun integratie in het gemeentelijk informaticapark. Informatique.**

DE RAAD ,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikel 117;

Gelet op zijn beslissing van 2 maart 2010 betreffende de Mandaatovereenkomst met nr CM1008 tussen het Centrum voor informatica voor het Brusselse Gewest en het Gemeentebestuur van Vorst, gebaseerd op artikel 19 van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten ("De gezamenlijke uitvoering van werken, leveringen of diensten voor rekening van verschillende aanbestedende overheden kan, in het algemeen belang, worden samengevoegd in één enkele opdracht, die bij aanbesteding, door offerteaanvraag of bij onderhandelingsprocedure wordt gegund, onder de voorwaarden bepaald in de wet. De betrokken personen duiden de overheid aan die, of het orgaan dat, in hun gezamenlijke naam, bij de gunning en de uitvoering van de opdracht zal optreden");

Gelet op artikel 1 van de Mandaatovereenkomst dat het volgende bepaalt:

"Het Gemeentebestuur van Vorst stelt het CIBG aan als mandataris die geacht wordt in zijn naam en voor zijn rekening tussen te komen bij de toewijzing en de uitvoering van de hieronder genoemde overheidsopdrachten, en wel zo dat het CIBG de instantie is die bevoegd is om met de inschrijvers om te gaan."

Het gaat met name over de volgende overheidsopdrachten:

De opdracht met betrekking tot de aankoop en de installatie van informaticamateriaal en van daarmee verband houdende softwareprogramma's;

Overwegende dat het noodzakelijk is over te gaan tot de aankoop van informaticamateriaal voor de goede werking van de diensten en hun integratie in het gemeentelijke informaticapark;

Gelet op de prijslijst van het materiaal aangeboden door het CIBG voor het jaar 2020;

Overwegende dat de uitgave derhalve als volgt geraamd wordt:

Voor de dienst Algemene Zaken 104/742-54/40

20	IP PHONE -fixe	1.540,20 €
10	GSM - NOKIA	916,30 €
TOTAL		2.456,50 €
TOTAL +TVA		2.973,00 €

Gelet op het bedrag dat vandaag beschikbaar is voor informatica-aankopen op artikel 131/742-53/15 van de buitengewone dienst van de begroting 2020, namelijk 3.000,00 €;

Voor de informaticadienst 104/742-53/15

6	Hp Elitedisplay E243 23,8 docking monitor	1.742,46 €
TOTAL		1.742,46 €
TOTAL +TVA		2.109,00 €

Gelet op het bedrag dat vandaag beschikbaar is voor informatica-aankopen op artikel 139/742-53/15 van de buitengewone dienst van de begroting 2019, namelijk 2.200,00 €;

Voor de Gebouwdienst 138/742-53/03

5	Ipad – 10.2 inch	2.640,60 €
TOTAL		2.640,60 €
TOTAL +TVA		3.196,00 €

Gelet op het bedrag dat vandaag beschikbaar is voor informatica-aankopen op artikel 138/742-53/03 van de buitengewone dienst van de begroting 2020, namelijk 3.600,00 €;

Voor de Gebouwdienst 138/742-53/03

2	GSM - NOKIA	183,26 €
TOTAL		183,26 €
TOTAL +TVA		222,00 €

Vu le montant aujourd'hui disponible pour les achats informatiques à l'article 138/742-54/64 du service extraordinaire du budget 2020, soit 300,00 € ;

Voor de Informaticadiens 139/742-53/15

50	Logitech HD webcam C270	1.324,00 €
TOTAL		1.324,00 €

TOTAL +TVA	1.603,00 €
------------	------------

Gelet op het bedrag dat vandaag beschikbaar is voor informatica-aankopen op artikel 139/742-53/15 van de buitengewone dienst van de begroting 2020, namelijk 120.00,00 €;

Voor de dienst ONDERWIJS NL 7202/742-53/15

64	HP-Elitebook8G5	48.000,00 €
8	Activpanel V7 Titanium 70'' 4K + support	32.000,00 €
1	Ipad – 10.2 inch	514,35 €
TOTAL		80.514,95 €
TOTAL +TVA		97.423,00 €

Gelet op het bedrag dat vandaag beschikbaar is voor informatica-aankopen op artikel 7202/742-53/15 van de buitengewone dienst van de begroting 2019, namelijk 97.500,00 €;

Voor de dienst Bibliotheek FR 7671/742-53/05

2	HP-Elitebook8G6	1.750,00 €
2	Hp Elitedisplay E223	238,40 €
TOTAL		1.988.40 €
TOTAL +TVA		2.406,00 €

Gelet op het bedrag dat vandaag beschikbaar is voor informatica-aankopen op artikel 7671/742-53/05 van de buitengewone dienst van de begroting 2020, namelijk 3.600,00 €;

Voor de dienst Bibliotheek NL 7672/742-53/53

2	Hp Elitedisplay E223	238,40 €
TOTAL		238,40 €
TOTAL +TVA		289,00 €

Gelet op het bedrag dat vandaag beschikbaar is voor informatica-aankopen op artikel 7672/742-53/53 van de buitengewone dienst van de begroting 2020, namelijk 1.300,00 €;

Voor de dienst Kinderopvang 844/742-54/40

10	GSM - NOKIA	916,30 €
TOTAL		916,30 €
TOTAL +TVA		1.109,00 €

Gelet op het bedrag dat vandaag beschikbaar is voor informatica-aankopen op artikel 844/742-54/54 van de buitengewone dienst van de begroting 2020 namelijk 1.300,00 €;

Voor de Huisvesting dienst 922/742-53/39

1	HP Elitedisplay E243 23,8	141,00 €
TOTAL		141,00 €



TOTAL +TVA	171,00 €
------------	----------

Gelet op het bedrag dat vandaag beschikbaar is voor informatica-aankopen op artikel 922/742-53/39 van de buitengewone dienst van de begroting 2020 namelijk 200,00 €;

Voor de Urban dienst 930/742-53/29

2	Ipad – 9-7 inch	1.141,08 €
TOTAL		1.141,08 €
TOTAL +TVA		1.385,00 €

Gelet op het bedrag dat vandaag beschikbaar is voor informatica-aankopen op artikel 930/742-53/39 van de buitengewone dienst van de begroting 2020 namelijk 1.400,00 €;

BESLIST,

Het CIBG aan te stellen voor de aankoop van informatica- en telefoniematerieel waarvoor de betaling van de leveringen opgemaakt zal worden op voorlegging van de facturen van de firma's ECONOCOM, DIALOG, ORANGE, MINEOS, SWITCH/IT PRO NV;

GIAL aan te stellen voor de aankoop van informatica- en telefoniematerieel waarvoor de betaling van de leveringen opgemaakt zal worden op voorlegging van de facturen van de firma DEFILANGUES;

De uitgave van 2.973,00 € (incl. BTW) in te schrijven op artikel 104/742-53/15 van de buitengewone dienst van de begroting 2020 voor aankoop van materiaal bij ORANGE;

De uitgave van 2.109,00 € (incl. BTW) in te schrijven op artikel 104/742-53/15 van de buitengewone dienst van de begroting 2020 voor aankoop van materiaal bij IRISNET EN ORANGE;

De uitgave van 3.196,00 € (incl. BTW) in te schrijven op artikel 138/742-53/03 van de buitengewone dienst van de begroting 2020 voor aankoop van materiaal bij SWITCH;

De uitgave van 222,00 € (incl. BTW) in te schrijven op artikel 138/742-54/64 van de buitengewone dienst van de begroting 2020 voor aankoop van materiaal bij het CIBG;

De uitgave van 1.603,00 € (incl. BTW) in te schrijven op artikel 139/742-53/15 van de buitengewone dienst van de begroting 2020 voor aankoop van materiaal bij het CIBG;

De uitgave van 74.334,00 € (incl. BTW) in te schrijven op artikel 7201/742-53/16 van de buitengewone dienst van de begroting 2020 voor aankoop van materiaal bij DEFILANGUES-ECONOCOM-SWITCH;

De uitgave van 97.423,00 € (incl. BTW) in te schrijven op artikel 7202/742-53/53 van de buitengewone dienst van de begroting 2020 voor aankoop van materiaal bij DEFILANGUES-ECONOCOM-SWITCH;

De uitgave van 2.406,00 € (incl. BTW) in te schrijven op artikel 7671/742-53/05 van de buitengewone dienst van de begroting 2020 voor aankoop van materiaal bij ECONOCOM;

De uitgave van 289,00 € (incl. BTW) in te schrijven op artikel 7672/742-53/53 van de buitengewone dienst van de begroting 2020 voor aankoop van materiaal bij ECONOCOM;

De uitgave van 1.109,00 € (incl. BTW) in te schrijven op artikel 844/742-54/40 van de buitengewone

dienst van de begroting 2020 voor aankoop van materiaal bij ORANGE;

De uitgave van 171,00 € (incl. BTW) in te schrijven op artikel 922/742-53/15 van de buitengewone dienst van de begroting 2020 voor aankoop van materiaal bij het CIBG;

De uitgave van 1.385,00 € (incl. BTW) in te schrijven op artikel 930/742-54/29 van de buitengewone dienst van de begroting 2020 voor aankoop van materiaal bij het CIBG;

Deze uitgave te financieren door een lening op artikelen 104/74-53/15 - 104/742-54/40 - 138/742-53/03 - 138/742-54/40 - 139/742-53/15 - 7671/742-53/05 - 7672/742-53/15 - 844/742-54/40 - 922/742-53/39 - 930/742-53/29 - en door subsidies op artikelen 7202/742-53/15.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

---

## RECEVEUR - ONTVANGER

### Recette - Ontvangsten

#### 5 Finances - Receveur - Additionnels au précompte immobilier - Décompte au 31 décembre 2019 en provenance de Bruxelles Fiscalité - Mise en provision pour risques et charges.

Le CONSEIL ;

Considérant que depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018, le précompte immobilier des biens situés en Région de Bruxelles-Capitale est enrôlé par le Service Public Régional de Bruxelles, soit Bruxelles Fiscalité ;

Considérant que depuis 2018, les administrations communales ont pu bénéficier de la Région de Bruxelles-Capitale d'un système d'avances mensuelles sur les recettes fiscales enrôlées et perçues au profit des communes et ce afin de ne pas mettre à mal les trésoreries communales ;

Considérant que par le passé et au niveau de la comptabilité communale, **le montant des droits constatés correspondait aux montant perçus** et ce conformément aux documents 173X transmis par le SPF Finances (taux de perception = 100 %) ;

Vu le décompte du 11 février 2019 établi par Bruxelles Fiscalité annonçant pour l'exercice fiscal 2018 des droits constatés pour un montant de 23.326.736,53 € et que ce montant a été versé à la commune ;

Vu le décompte de 27 janvier 2020 en provenance de Bruxelles Fiscalité précisant ce qui suit pour l'exercice fiscal 2018 :

- Droits constatés nets : 23.326.735,03 € (1) ;
- Perception au 31/12/2019 par Bruxelles Fiscalité : 22.685.607,32 € (3) ;
- Solde en leur faveur : - 641.127,71 € ;

Vu le même décompte du 27 janvier 2020 précisant ce qui suit pour l'exercice comptable 2019 :

- Droits constatés nets pour l'exercice fiscal 2018 : 480.677,36 € (2) ;
- Droits constatés nets pour l'exercice fiscal 2019 : 23.971.823,30 € ;
- Perception au 31 décembre 2019 par Bruxelles Fiscalité : 18.462.778,68 € ;

Considérant que pour l'exercice fiscal 2018, le montant à percevoir par Bruxelles Fiscalité s'élève à 1.121.805,07 €  $(=(1)+(2)-(3))$  ;

Considérant que le taux de non-perception observé pour l'exercice fiscal 2018 s'élève dès lors à 4,71% ;

Considérant que les soldes à percevoir des droits 2018 et 2019 constatés dans la comptabilité communale s'élèvent respectivement à 641.127,71 € et 5.989.721,98 €, soit à un montant total de 6.630.849,69 € ;

Considérant qu'il y a incertitude quant à la perception de ces montants tenant compte des réclamations introduites auprès de Bruxelles Fiscalité ou des dégrèvements fiscaux accordés ;

Vu les instructions complémentaires du 14 février 2020 à la circulaire du 6 février 2020 relative à la clôture des comptes communaux de l'exercice 2019 ;

Considérant que les instructions précitées prévoient la constitution de provisions pour risques et charges pour tenir compte du risque de non-valeurs futures sur les montants non encore perçus, en imposant une formule bien précise ;

Vu sa décision du 05 mars 2020 de soumettre la présente décision au Conseil communal lors de la présentation des comptes annuels 2019;

DECIDE :

De constituer des provisions pour risques et charges :

- pour les droits constatés nets concernant l'exercice fiscal 2018, soit 560.903,29 € (50% (23.326.735,03 € + 480.677,36 €) – (22.685.607,32€)) ;

- pour les droits constatés nets concernant l'exercice fiscal 2019, soit 564.776,77 € ( 50% (23.971.823,30 € \*4,71%)) ;

- d'inscrire les dépenses de 560.903,29 € et 564.776,77 € respectivement aux articles 060/958-01/22 et 040/958-01/22 du service ordinaire de l'exercice 2019.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 35 votes positifs.

---

**Financiën - Ontvanger - Opcentiemen op de onroerende voorheffing - Afrekening op 31 december 2019 afkomstig van Brussel Fiscaliteit - Instelling van voorziening voor risico's en kosten.**

DE RAAD,

Overwegende dat sinds 1 januari 2018 de onroerende voorheffing van de goederen gelegen in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ingekohierd wordt door de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel, namelijk Brussel Fiscaliteit;

Overwegende dat sinds 2018 de gemeentebesturen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest hebben kunnen genieten van een systeem van maandelijks voorschotten op de fiscale inkomsten die werden ingekohierd en geïnd ten gunste van de gemeenten en dit om de gemeentelijke thesaurieën niet in gevaar te brengen;

Overwegende dat in het verleden en op vlak van de gemeentelijke boekhouding, **het bedrag van de vastgestelde rechten overeenkwam met de geïnde bedragen** en dit conform de documenten 173X overgemaakt door de FOD Financiën (inningspercentage = 100 %);

Gelet op de afrekening van 11 februari 2019 opgesteld door Brussel Fiscaliteit waarin voor het aanslagjaar 2018 vastgestelde rechten voor een bedrag van 23.326.736,53 € worden aangekondigd en dat dit bedrag werd gestort aan de gemeente;

Gelet op de afrekening van 27 januari 2020 afkomstig van Brussel Fiscaliteit waarin voor het aanslagjaar 2018 verduidelijkt wordt wat volgt:

- Netto vastgestelde rechten: 23.326.735,03 € (1);
- Inning op 31/12/2019 door Brussel Fiscaliteit: 22.685.607,32 € (3);
- Saldo in hun voordeel: - 641.127,71 €;

Gelet op dezelfde afrekening van 27 januari 2020 waarin voor het boekjaar 2019 verduidelijkt wordt wat volgt:

- Netto vastgestelde rechten voor het aanslagjaar 2018: 480.677,36 € (2);
- Netto vastgestelde rechten voor het aanslagjaar 2019: 23.971.823,30 €;
- Inning op 31 december 2019 door Brussel Fiscaliteit: 18.462.778,68 €;

Overwegende dat voor het aanslagjaar 2018, het door Brussel Fiscaliteit te innen bedrag neerkomt op 1.121.805,07 €  $(=(1)+(2)-(3))$ ;

Overwegende dat het waargenomen percentage van niet-inning voor het aanslagjaar 2018 bijgevolg 4,71% bedraagt;

Overwegende dat de te innen saldo's van de vastgestelde rechten 2018 en 2019 in de gemeentelijke boekhouding respectievelijk 641.127,71 € en 5.989.721,98 € bedragen, hetzij een totaalbedrag van 6.630.849,69 €;

Overwegende dat de inning van deze bedragen onzeker is rekening houdend met de bezwaarschriften ingediend bij Brussel Fiscaliteit of de toegekende belastingonthefingen;

Gelet op de aanvullende instructies van 14 februari 2020 op de omzendbrief van 6 februari 2020 betreffende de afsluiting van de gemeenterekeningen van het dienstjaar 2019;

Overwegende dat de voornoemde instructies voorzien in de vorming van voorzieningen voor risico's en kosten om rekening te houden met het risico van toekomstige nulwaarden op de nog niet geïnde bedragen, waarbij een heel nauwkeurige formule wordt opgelegd;

Gelet op zijn beslissing van 05 maart 2020 om deze beslissing voor te leggen aan de Gemeenteraad tijdens de presentatie van de jaarrekeningen 2019;

## BESLIST:

Voorzieningen voor risico's en kosten te vormen:

- voor de netto vastgestelde rechten betreffende het aanslagjaar 2018, namelijk 560.903,29 € (50% (23.326.735,03 € + 480.677,36 €) – (22.685.607,32€));
- voor de netto vastgestelde rechten betreffende het aanslagjaar 2019, namelijk 564.776,77 € (50% (23.971.823,30 € \*4,71%));
- de uitgaven van 560.903,29 € en 564.776,77 € respectievelijk in te schrijven op artikelen 060/958-01/22 en 040/958-01/22 van de gewone dienst van het dienstjaar 2019.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

*4 annexes / 4 bijlagen*

---

### 6 **Finances – Receveur - Signification de divers jugements et arrêts en défaveur de la Commune de Forest – Exercice 2019 – Mode de financement – Prélèvement sur le fonds de réserve ordinaire.**

LE CONSEIL,

Vu les divers jugements/arrêts signifiés à la Commune de Forest dans le courant de l'exercice 2019 dans le cadre des réclamations introduites par divers organisateurs de spectacles (Live Nation et Greenhouse Talent) et propriétaires d'antennes de relais (Telenet et Belgacom);

Considérant que ces jugements/arrêts condamnent la Commune de Forest au remboursement des montants perçus ou permettent de comptabiliser la mise en irrécouvrable de la créance fiscale;

Considérant qu'un montant de 611.587,20 € a été remboursé ou mis en irrécouvrable pour les taxes suivantes, comme suit:

- 228.000,00 € dans le cadre de la taxe sur les antennes se rapportant aux exercices 2006, 2007 et 2008;
- 383.587,20 € dans le cadre des diverses taxes sur les spectacles et divertissements se rapportant aux exercices 2008, 2009, 2010 et 2011;

Considérant que le remboursement des taxes perçues a généré le paiement des intérêts moratoires pour un montant de 255.131,11 € comme suit :

- 40.926,30 € dans le cadre de la taxe sur les antennes;
- 214.204,81 € dans le cadre de la taxe sur les spectacles et divertissements;

Vu l'article 8 de l'Arrêté Royal du 2 août 1990 portant le règlement général de la comptabilité communale relatif à entre autres à la constitution de provisions pour risques et charges;

Considérant qu'aucune provision pour risques et charges n'a été constituée à défaut de disponibilités budgétaires suffisantes et l'existence d'un fonds de réserve ordinaire qui se clôturerait au 31 décembre 2018 par un solde de 3.826.139,62 €;

Vu la circulaire complémentaire du 4 juillet 2013 à la circulaire du 1<sup>er</sup> février 2006 relative à la problématique de prélèvements précisant qu'il peut être admis que l'exercice propre soit en déséquilibre parce qu'il doit supporter une dépense exceptionnelle; un prélèvement général sur les réserves (fonction 060), soit hors exercice propre, pourra combler un éventuel déficit;

Considérant que les crédits nécessaires ont été inscrits à l'article 060/994-01 (prélèvement sur fonds de réserve ordinaire) pour un montant de 1.256.893,68 € lors des modifications budgétaires numéro 3;

Vu sa décision du 10 septembre 2019 se rapportant uniquement aux 7 jugements décidant entre autres de financer la dépense par un prélèvement sur le fonds de réserve ordinaire en fonction de la préfiguration du résultat budgétaire;

Vu sa décision du 23 avril 2020 de soumettre la présente décision au Conseil communal lors de la présentation des comptes annuels 2019;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

DECIDE :

**De financer suite aux décisions judiciaires rendues :**

- La dépense de 228.000 € effectuée dans le cadre du remboursement ou mise en irrécouvrable de la taxe sur les antennes se rapportant aux exercices 2006, 2007 et 2008, inscrites aux articles 040/301-01 et 040/301-02 de l'exercice 2019;
- La dépense de 383.587,20 € effectuée dans le cadre du remboursement de diverses taxes sur les spectacles et divertissements se rapportant aux exercices 2008, 2009, 2010 et 2011, inscrites à l'article 040/301-01 de l'exercice 2019;
- La dépense de 40.926,30 € effectuée à titre d'intérêts moratoires sur les montants perçus relatifs à la taxe sur les antennes;
- La dépense de 214.204,81 € effectuée à titre d'intérêts moratoires sur les montants perçus relatifs à la taxe sur les spectacles et divertissements :

**Par prélèvement sur le fonds de réserve ordinaire** qui se clôturait au 31 décembre 2018 par un solde de 3.826.139,62 €;

D'inscrire la recette de 866.718,31 € (les montants principaux à majorer des intérêts moratoires) à l'article 060/994-01 du service ordinaire de l'exercice 2019.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 35 votes positifs.

---

**Financiën – Ontvanger - Betekening van verschillende vonnissen en arresten in het nadeel van de Gemeente Vorst – Dienstjaar 2019 – Financieringswijze – Overboeking op het gewone reservefonds.**

DE RAAD,

Gelet op de verschillende vonnissen/arresten die in de loop van het dienstjaar 2019 aan de Gemeente Vorst betekend werden in het kader van de bezwaarschriften ingediend door diverse organisatoren van vertoningen (Live Nation en Greenhouse Talent) en eigenaars van relaisantennes (Telenet en Belgacom);

Overwegende dat deze vonnissen/arresten de Gemeente Vorst veroordelen tot de terugbetaling van de geïnde bedragen of het mogelijk maken de oninvorderbaarstelling van de fiscale schuldvordering te boeken;

Overwegende dat er een bedrag van 611.587,20 € terugbetaald of oninvorderbaar verklaard werd voor de volgende belastingen, als volgt:

- 228.000,00 € in het kader van de belasting op de antennes met betrekking tot de dienstjaren 2006, 2007 en 2008;

- 383.587,20 € in het kader van verschillende belastingen op vertoningen en vermakelijkheden met betrekking tot de dienstjaren 2008, 2009, 2010 en 2011;

Overwegende dat de terugbetaling van de geïnde belastingen heeft geleid tot de betaling van verwijlinteressen voor een bedrag van 255.131,11 € als volgt:

- 40.926,30 € in het kader van de belasting op de antennes;

- 214.204,81 € in het kader van de belasting op de vertoningen en vermakelijkheden;

Gelet op artikel 8 van het Koninklijk besluit van 2 augustus 1990 houdende het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit met ondermeer betrekking tot de vorming van voorzieningen voor risico's en kosten;

Overwegende dat er geen enkele provisie voor risico's en kosten gevormd werd bij gebrek aan voldoende beschikbaar budget en het bestaan van een gewoon reservefonds dat op 31 december 2018 afsloot met een saldo van 3.826.139,62 €;

Gelet op de aanvullende omzendbrief van 4 juli 2013 bij de omzendbrief van 1 februari 2006 betreffende de problematiek van overboekingen waarin verduidelijkt wordt dat het toegelaten kan worden dat er een onevenwicht is op het eigen dienstjaar omdat het een uitzonderlijke uitgave moet dragen; een algemene overboeking op de reserves (functie 060), namelijk buiten eigen dienstjaar, kan een eventueel tekort opvangen;

Overwegende dat de nodige kredieten ingeschreven werden op artikel 060/994-01 (overboeking op gewoon reservefonds) voor een bedrag van 1.256.893,68 € tijdens de begrotingswijzigingen nummer 3;

Gelet op zijn beslissing van 10 september 2019 die enkel betrekking heeft op de 7 vonnissen waarin ondermeer beslist werd om de uitgave te financieren door een overboeking op het gewone reservefonds in functie van de prefiguratie van het begrotingsresultaat;

Gelet op zijn beslissing van 23 april 2020 om deze beslissing voor te leggen aan de Gemeenteraad tijdens de presentatie van de jaarrekeningen 2019;

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

**BESLIST:**

**De volgende uitgaven te financieren naar aanleiding van de gewezen rechterlijke beslissingen :**

- De uitgave van 228.000 € verricht in het kader van de terugbetaling of oninvorderbaarstelling van de belasting op de antennes met betrekking tot de dienstjaren 2006, 2007 en 2008, ingeschreven op artikelen 040/301-01 en 040/301-02 van het dienstjaar 2019;
- De uitgave van 383.587,20 € verricht in het kader van de terugbetaling van diverse belastingen op

vertoningen en gemakelikheden met betrekking tot de dienstjaren 2008, 2009, 2010 en 2011, ingeschreven op artikel 040/301-01 van het dienstjaar 2019;

- De uitgave van 40.926,30 € verricht in de hoedanigheid van verwijlinteressen op de geïnde bedragen betreffende de belasting op de antennes;
- De uitgave van 214.204,81 € verricht in de hoedanigheid van verwijlinteressen op de geïnde bedragen betreffende de belasting op vertoningen en gemakelikheden;

**Door overboeking op het gewone reservefonds** dat op 31 december 2018 afsloot met een saldo van 3.826.139,62 €;

De ontvangst van 866.718,31 € (de voornaamste bedragen te verhogen met verwijlinteressen) in te schrijven op artikel 060/994-01 van de gewone dienst van het dienstjaar 2019.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
35 stemmers : 35 positieve stemmen.

---

7 **Finances – Procès-verbal de vérification de caisse – 4er trimestre 2019.**

LE CONSEIL,

Vu l'article 131 de la Nouvelle loi communale;

PREND ACTE du procès-verbal de vérification de la caisse communale établi le **31 décembre 2019**;

A cette date, le solde des différents comptes se présentait comme suit:

Compte courant (Belfius)	+	60.411,01
Comptes fonds emprunts et subsides (Belfius)	+	3.899,39
Carnet de compte (Belfius)	+	8.062.060,00
Comptes d'ouvertures de crédits (Belfius)	-	0,00
Compte à vue (BNP Paribas Fortis)	+	19.495,85
Compte épargne plus (BNP Paribas Fortis)	+	1.000.000,00
Compte épargne (BNP Paribas Fortis)	+	17.799.900,00
Compte à vue (ING)	-	8.359,40
Livret vert (ING)	+	1.000.000,00
Compte postchèque	-	90,74
Caisse centrale communale	+	22.008,57
		-----
		<b>27.959.324,68</b>

L'avoir positif **27.959.324,68 €** a été justifié.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
35 votants : 35 votes positifs.



---

## Financiën - Proces-verbaal van kasnazicht – 4e trimester 2019.

DE RAAD,

Gelet op artikel 131 van de Nieuwe Gemeentewet;

NEEMT AKTE van het proces-verbaal van onderzoek der gemeentekas opgemaakt op **31 december 2019**;

Op deze datum zag het saldo van de verschillende rekeningen er als volgt uit :

Rekening-courant (Belfius)	+	60.411,01
Rekening toelagen en leningsgelden (Belfius)	+	3.899,39
Rekeningboekje (Belfius)	+	8.062.060,00
Kredietopeningen rekeningen (Belfius)	-	0,00
Zichtrekening (BNP Paribas Fortis)	+	19.495,85
Spaarrekening plus (BNP Paribas Fortis)	+	1.000.000,00
Spaarrekening (BNP Paribas Fortis)	+	17.799.900,00
Zichtrekening (ING)	-	8.359,40
Groen boekje (ING)	+	1.000.000,00
Postchequerekening	-	90,74
Centrale Gemeentekassa	+	22.008,57
		-----
		<b>27.959.324,68</b>

Het positief vermogen van **27.959.324,68 €** werd verantwoord.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

---

## 8 Finances – Receveur – Comptes annuels pour l'exercice 2019.

LE CONSEIL,

Vu les articles 96 et 240 de la nouvelle loi communale ;

Vu les articles 72 à 79 de l'arrêté Royal du 2 août 1990 portant règlement général sur la comptabilité communale ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 23 avril 2020 arrêtant la liste des crédits et engagement à reporter vers l'exercice 2020 ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 28 mai 2020 certifiant que tous les actes relevant de sa compétence ont été correctement portés aux comptes ;

Vu que le tableau de synthèse du compte budgétaire 2019 se présente comme suit ;

	Ordinaire	Extraordinaire	Total Général
Droits constatés	112.448.175,17	81.030.588,47	193.478.763,64
- Non-Valeurs	0,00	0,00	0,00
= Droits constatés net	112.448.175,17	81.030.588,47	193.478.763,64
- Engagements	108.918.698,46	74.772.435,30	183.691.133,76
= Résultat budgétaire de l'exercice	3.529.476,71	6.258.153,17	9.787.629,88
Droits constatés	112.448.175,17	81.030.588,47	193.478.763,64
- Non-Valeurs	0,00	0,00	0,00
= Droits constatés net	112.448.175,17	81.030.588,47	193.478.763,64
- Imputations	105.963.159,71	25.848.515,54	131.811.675,25
= Résultat comptable de l'exercice	6.485.015,46	55.182.072,93	61.667.088,39
Engagements	108.918.698,46	74.772.435,30	183.691.133,76
- Imputations	105.963.159,71	25.848.515,54	131.811.675,25
= Engagements à reporter de l'exercice	2.955.538,75	48.923.919,76	51.879.458,51

DECIDE,

D'arrêter provisoirement les comptes annuels pour l'exercice 2019, constitués du compte budgétaire, du compte de résultats et du bilan au 31.12.2019 ainsi que ses annexes.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 31 votes positifs, 4 abstentions.

*Abstentions : Stéphanie Koplowicz, Simon De Beer, Nabil Boukili, Alexander Billiet.*

---

### Financiën – Ontvanger – Jaarrekeningen voor het dienstjaar 2019.

DE RAAD,

Gelet op artikelen 96 en 240 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikelen 72 tot 79 van het koninklijk besluit van 2 augustus 1990 houdende algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 23 april 2020 tot vaststelling van de lijst van de over te dragen kredieten en vastleggingen naar het dienstjaar 2020;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 28 mei 2020, waarin bevestigd wordt dat alle handelingen waarvoor het bevoegd is, correct zijn opgenomen in de rekeningen;

Overwegende dat de samenvattende tabel van de begrotingsrekening 2019 er als volgt uitziet;

	Gewone	Buitengewone	Algemeen totaal
Vastgestelde rechten	112.448.175,17	81.030.588,47	193.478.763,64
- Onwaarden	0,00	0,00	0,00
= Nettovastgestelde rechten	112.448.175,17	81.030.588,47	193.478.763,64
- Vastleggingen	108.918.698,46	74.772.435,30	183.691.133,76

= Begrotingsresultaat van het dienstjaar	3.529.476,71	6.258.153,17	9.787.629,88
Vastgestelde rechten	112.448.175,17	81.030.588,47	193.478.763,64
- Onwaarden	0,00	0,00	0,00
= Nettovastgestelde rechten	112.448.175,17	81.030.588,47	193.478.763,64
- Boekhoudkundige aanrekeningen	105.963.159,71	25.848.515,54	131.811.675,25
= Boekhoudkundig resultaat van het dienstjaar	6.485.015,46	55.182.072,93	61.667.088,39
Vastleggingen	108.918.698,46	74.772.435,30	183.691.133,76
- Boekhoudkundige aanrekeningen	105.963.159,71	25.848.515,54	131.811.675,25
= Over te dragen vastleggingen van het dienstjaar	2.955.538,75	48.923.919,76	51.879.458,51

BESLIST,

De jaarrekeningen voor het dienstjaar 2019 voorlopig af te sluiten, bestaande uit de begrotingsrekening, de resultatenrekening en de balans per 31.12.2019, alsook de toelichtingen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

35 stemmers : 31 positieve stemmen, 4 onthoudingen.

*Onthoudingen : Stéphanie Koplowicz, Simon De Beer, Nabil Boukili, Alexander Billiet.*

**Monsieur Van Vlasselaer:**

**Madame la Présidente, Mesdames et Messieurs les Membres du Collège, Cher(e)s Collègues,  
Je souhaite, tout d'abord, remercier Madame la Receveuse, son équipe et tout le service des finances pour la grande qualité des documents communiqués au conseil !**

**Chacun se souviendra que le budget 2019 a été adopté par le conseil le 28 mai 2019 et est devenu exécutoire fin juillet , c'est-à-dire que l'exécution de ce budget ne couvre que la ½ de l'exercice 2019 ...ce qui n'est pas sans conséquence quant à sa réalisation !**

**Chacun se souviendra aussi des circonstances très particulières , pour ne pas dire rocambolesques, qui ont accompagné la présentation de ce budget 2019 : une 1<sup>ère</sup> mouture du budget communiquée officiellement fin février 2019 et retirée de l'OJ du conseil, suivie d'une 2<sup>ème</sup> version du budget ... dont certains documents annexes étaient encore pour partie liés à la 1<sup>ère</sup> version dudit budget !**

**Une situation qualifiée par mon chef de groupe Marc Loewenstein de « hallucinante » !!**

**Par ailleurs, MM Loewenstein, Hacken et De Permentier avaient relevé des incohérences en matière d'évaluation tant des recettes que des dépenses, notamment en ce qui concerne les recettes de prestations, fiscales et les taxes locales, les dépenses de personnel, de transfert et de dette  
Et, il faut le constater, les chiffres du compte montrent que ces remarques étaient fondées**

**A) En ce qui concerne le service ordinaire :**

- **Le résultat du compte 2019 est déficitaire de 3,14 millions, soit un déficit près de 3 fois plus important que celui affiché au budget initial et au plan pluriannuel (-1,07 million) ...ce qui n'est pas rien ! Un vrai dérapage !**
- **En recettes, le taux de réalisation est :**

**Pour le stationnement, inférieur de 16,36% à la prévision budgétaire (soit -168.296€)**

**Pour l'intervention des parents dans les repas scolaires, inférieur de 27,15% (soit -116.265€) en partie compensée par un subside**

**Pour l'intervention des parents dans les activités socio-culturelles, inférieur de 14,15%**

**Pour l'intervention des parents dans les frais de transport, inférieur de 37,21%**

**Pour l'occupation des installations sportives, inférieur de 28,84%**

**Pour le précompte immobilier, inférieur de 1,1 million à la prévision budgétaire (soit -4,3%)**

**Pour les taxes communales, inférieur de 1,16 million à la prévision (soit,-17%) et plus particulièrement les taxes sur les immeubles inoccupés (-423.000€), sur les constructions(-224.000€), sur la diffusion publicitaire(-160.000€), sur les surfaces de bureaux (-141.000€)et sur la délivrance de documents administratifs (-126.000€)**

**Evoquée lors de la discussion du budget, la diminution de la capacité fiscale s'est concrétisée !!**

**Pour les amendes administratives, recette inférieure de 258.265€ à la prévision (soit, -34,31%) ; il faut relever ici , le commentaire noté à la page 19 des annexes relative à ce poste budgétaire ; je cite : » la diminution de cette recette n'a pu être compensée par une augmentation de PV dressés par les agents constatateurs « ... un état d'esprit déplorable ! est-ce cela la politique annoncée d'une commune accueillante et soucieuse du bien-être de ses habitants ?**

**Au total, les droits constatés pour les recettes ordinaires sont largement inférieurs à celui de 2017 (-1,8 million)et de 2018 (-243.000€)**

**En dépenses :**

- **Pour le personnel de cabinet, le compte porte 398.063€, soit 112.263€ de plus que le crédit inscrit au budget initial ( 285.800€ donc +39,28%) !!**

**Lors de la discussion du budget 2019, cette ligne budgétaire avait fait l'objet de sévères critiques, notamment en raison d'engagements en début d'année en l'absence de budget et d'emplois au cadre du personnel**

**Cette situation s'est incontestablement encore aggravée tout au long de l'année 2019 ! ...serait-on en présence d' une entreprise de colonisation de l'administration ? ...Il conviendrait de se souvenir que « le temps des colonies » est révolu !**

- **Par contre, inversement, pour ce qui concerne l'ensemble de l'administration, les dépenses sont inférieures aux crédits inscrits au budget à raison de 348.642€ ; les services suivants sont concernés par cette abstinance de crédits : les services financiers, le service du personnel et SIPP, l'expansion économique, la jeunesse et les activités parascolaires, la culture et les loisirs, les sports, la propreté publique, tous services essentiels à un titre ou l'autre !**

**Une différence de traitement qui pose question !**

- **Au total, les dépenses de personnel (54,9 millions ) ont été effectuées au-delà des crédits budgétaires ( 102,42% du budget initial et 101,52% du budget modifié) ce qui signifie qu'à plusieurs reprises des dépenses de personnel ont été exposées sans crédits budgétaires, ce qui est contraire à la loi et aux règlements en la matière !!**

- Par ailleurs, lors de la discussion du budget 2019, en violation des dispositions légales et réglementaires, le collège a négligé de fixer les quotas du nombre de contractuels, agents Maribel et emplois jeunes aidés ; en outre, d'autres manquements aux règles de la fonction publique, dûment relevés lors de la discussion du budget, restent toujours d'actualité, en particulier :

– l'absence d'évaluations internes

- - L'absence des descriptifs de fonction

- L'absence des examens de promotion, lesquels devaient être consécutifs à l'application du nouveau règlement relatif aux fonctions supérieures

- - l'absence de proposition d'adaptation du cadre du personnel

...à quoi s'ajoute l'absence totale d'informations relatives à la politique menée en matière de ressources humaines ...en violation du droit à l'information des conseillers inscrit à l'art.84 de la loi communale

- En ce qui concerne les dépenses de fonctionnement, le taux de réalisation du budget est seulement de 91,38% , soit -756.840€ par rapport à l'inscription des crédits au budget initial : les services de formation professionnelle, les classes vertes, les cours de natation (pourtant nécessaires pour les enfants) et les fournitures pour bâtiments sont parmi les plus touchés par cette diète budgétaire ...alors qu'ailleurs, on dépense sans compter !

Par ailleurs, l'effectif du personnel ayant augmenté, cette diminution par rapport aux inscriptions budgétaires initiales s'expliquent mal !

- En dépenses de transfert, on présente une légère diminution de 1.765€ de la dotation au CPAS , qui atteint néanmoins 17.498.324,72€ ; pour avoir une vision correcte du coût du CPAS pour la commune, il convient d'y ajouter le montant de l'intervention dans les augmentations barémiques du personnel du CPAS de 245.234,75€ , soit un coût total de 17.743.559,40€ ( 19,61% des recettes communales , hors enseignement subventionné)

En dépit de cette astuce comptable, transparence oblige !

Une bonne nouvelle , toutefois, le subsidie à la zone de police est moindre qu'évaluée au budget initial et s'établit à 13.583.987,90€ (-201.679,21€) ; elle représente 15,01% des recettes communales(hors enseignement subventionné )

Les non-valeurs et irrécouvrables s'élèvent à 2.215.227,36€ , dont 1.254.363€ pour les taxes communales , soit 764,10% du crédit budgétaire initial !!...un record !! mais qui apporte un nettoyage bien nécessaire de créances irrécupérables , lequel n'est pas sans conséquence sur la situation de comptes antérieurs !!

- En ce qui concerne les dépenses de la dette, elles dépassent le crédit initial de 6,39% et les engagements augmentent de 1 million par rapport à 2018
- Le total des engagements pour les dépenses ordinaires 2019 présente une augmentation de l'ordre de 5 millions par rapport à 2018 !!

**Vous avez bien entendu :5 millions de dépenses supplémentaires en un seul exercice budgétaire !!**

**B) En ce qui concerne le service extraordinaire :**

- Le résultat de l'exercice propre affiche un mali de 1.475.738,78€ , en violation du prescrit de l'art. 252 de la loi communale !
- quelques caractéristiques importantes :

**en recettes : les subsides d'investissement sont plus importants ( +2 millions) que la prévision du budget initial**

**En outre,- aucune recette pour vente de biens immobiliers(-400.000€ )**

**- les emprunts s'élèvent à 16.184.053€, soit 10.039.803€ de moins que prévu (moins de dépenses d'investissements)**

**Néanmoins, le volume des nouveaux emprunts dépassent les remboursements 2019, entraînant de ce fait une augmentation des dépenses de dette dans le futur !**

**en dépenses : les dépenses d'investissement ont été réalisées à 69,62%, soit 13.644.065€ de moins que l'inscription budgétaire initiale, ce qui n'est pas étonnant puisque le budget n'est devenu exécutoire que fin juillet 2019 !**

**Le solde de la dette communale à rembourser passe de 64.048.017(2018) à 73.698.324( 2019), soit +15,07%**

**Les charges de la dette augmentent de 5.818.933€ (2018) à 6.579.898€, soit+ 13,08%**

**C) Conclusions :**

**1. Rappelons que le compte à l'exercice propre**

**Pour le service ordinaire,se clôture par un déficit de**

**1.**

**Quant au service extraordinaire, il affiche également un déficit de -1.475.739€**

**Ce qui , rappelons-le, est contraire au prescrit de l'art. 252 de la loi communale !!**

**Monsieur Spapens :**

**La tutelle admet une tolérance pour cette absence d'équilibre !**

**Monsieur Van Vlasselaer :**

**Monsieur le 1<sup>er</sup> Echevin est-il en train de dire que la tutelle n'applique pas la loi ?**

**2. Il ressort des tableaux d'évolution des recettes et dépenses ordinaires figurant aux pages 21 et 29**

des annexes au compte qu'entre 2015 et 2019 : - les recettes ont augmentées de 7 millions , mais aussi que par rapport à 2017, les recettes 2019 sont en baisse (près de 1,8 million) !!  
- les dépenses affichent une hausse de 11,73 millions , mais entre 2018 et 2019, cette hausse atteint près de 5 millions !!

3. En ce qui concerne le service extraordinaire, le tableau de la page 30 des annexes affiche des dépenses d'investissement de 31,26 millions , mais plus de 48,9 millions d'engagements ont été reportés !!...une bombe retardement !
  
4. Ce compte est mauvais !...la situation budgétaire et financière particulièrement aggravée qui en ressort montre que les responsables n'ont pas en rien tenu compte des déconvenues du passé ...pire, ils ont persisté dans des errements qui auront des conséquences sur les exercices 2020 et suivants ...auxquels viendront, en outre, s'ajouter celles de l'épidémie actuelle !

**Un très mauvais bulletin !!**

**Néanmoins, le compte permet de connaître l'état financier et budgétaire de la commune...c'est pourquoi le groupe DéFI votera l'arrêt du compte 2019 !**

**Monsieur Quartassi : Le compte présente effectivement un déficit au niveau de l'exercice propre. Ceci est principalement dû à la perception tardive du PRI et du remboursement de taxes suite à des décisions de justice et des moins-perçus de taxes et du non-perçu de la taxe sur les immeubles inoccupés qui est géré par la région et la diminution de dividendes. Je rappelle que le budget 2019 était un budget de transition.**

**Monsieur Van Vlasselaer :**

**Nous sommes donc d'accord sur le défaut de recettes mais vous n'évoquez pas l'augmentation des dépenses!**

**De heer Van Vlasselaer:**

**Mevrouw de Voorzitster, dames en heren van het College, Beste collega's,**

**Allereerst wil ik mevrouw de ontvanger, haar team en de hele dienst financiën bedanken voor de hoge kwaliteit van de documenten die aan de raad werden voorgelegd!**

**Iedereen herinnert zich dat de begroting 2019 op 28 mei 2019 door de raad werd goedgekeurd en eind juli uitvoerbaar werd, d.w.z. dat de uitvoering van deze begroting slechts de helft van 2019 dekt ... wat niet zonder gevolgen is voor de verwezenlijking ervan!**

**Iedereen zal zich ook de zeer bijzondere - om niet te zeggen ongelooflijke - omstandigheden herinneren bij de presentatie van de begroting 2019: een eerste ontwerp van begroting dat eind februari 2019 officieel werd megedeeld en uit de agenda van de raad werd geschrapt, gevolgd door een tweede versie van de begroting ... waarvan bepaalde bijlagen nog deels gekoppeld waren aan de eerste versie van de begroting!**

**Een situatie die door mijn fractieleider Marc Loewenstein als 'hallucinant' beschreven werd!**

**Voorts stelden de heren Loewenstein, Hacken en De Permentier incoherenties vast in de raming van**

**zowel de inkomsten als de uitgaven, met name wat betreft de ontvangsten uit prestaties, heffingen en lokale belastingen, personeelsuitgaven, overdrachten en schulden.**

**En de cijfers van de rekeningen tonen dat deze opmerkingen gefundeerd waren.**

**A) Met betrekking tot de gewone dienst:**

- **Het resultaat van de rekening van 2019 is een tekort van 3,14 miljoen, zijnde bijna 3 keer zo groot als in de oorspronkelijke begroting en het meerjarenplan (-1,07 miljoen) ... wat niet niks is! Wat een ontsporing!**
- **Wat de ontvangsten betreft, is de realisatiegraad:**

**Voor het parkeren 16,36% minder dan de begrotingsprognose (-168.296€).**

**Voor de bijdrage van de ouders in de schoolmaaltijden, 27,15% minder (zijnde -116.265€), gedeeltelijk gecompenseerd door een subsidie.**

**Voor de bijdrage van de ouders in sociaal-culturele activiteiten 14,15% minder.**

**Voor de bijdrage van de ouders in de transportkosten 37,21% minder.**

**Voor het gebruik van sportfaciliteiten 28,84% minder.**

**Voor de onroerende voorheffing 1,1 miljoen minder dan de begrotingsraming (zijnde -4,3%)**

**Voor de gemeentebelastingen 1,16 miljoen minder dan gepland (-17%), meer bepaald de belastingen op leegstand (-423.000€), op gebouwen (-224.000€), op reclame (-160.000€), op kantoorruimte (-141.000€) en op de uitgifte van administratieve documenten (-126.000€).**

**De daling van de fiscale capaciteit, die tijdens de bespreking van de begroting werd aangekaart, werd concreet!**

**Wat de administratieve boetes betreft, liggen de ontvangsten 258.265 euro lager dan geraamd (d.w.z. -34,31%); hier moet worden gewezen op de opmerking die op bladzijde 19 van de bijlagen bij deze begrotingspost is gemaakt; ik citeer: "de daling van deze inkomsten werd niet gecompenseerd door een verhoging van het aantal pv's opgesteld door de vaststellende ambtenaren" ... wat een betreuenswaardige instelling! Is dit het aangekondigde beleid van een gastvrije gemeente die zich bekommert om het welzijn van haar inwoners?**

**In totaal zijn de vastgestelde rechten voor de gewone inkomsten veel lager dan in 2017 (-1,8 miljoen) en 2018 (-243.000€).**

**Uitgaven:**

- **Voor het kabinetpersoneel draagt de rekening 398.063€, d.w.z. 112.263€ meer dan het in de oorspronkelijke begroting opgenomen krediet (285.800€ dus +39,28%)!**

**Tijdens de bespreking van de begroting 2019 kreeg deze begrotingslijn ernstige kritiek, met name vanwege aanwervingen in het begin van het jaar zonder voorziening in de begroting en het personeelskader.**

**Deze situatie is ongetwijfeld nog verder verslechterd in 2019! ... Zouden we hier met een 'kolonisatie' van de administratie zitten? ... We mogen niet vergeten dat 'de tijd van de kolonies' voorbij is!**

- **De uitgaven voor de hele administratie zijn echter 348.642 euro lager dan de in de begroting opgenomen kredieten; De volgende diensten worden getroffen door het tekort aan kredieten: de diensten financiën, personeel en IDPB, economische expansie, jeugd en buitenschoolse activiteiten, cultuur en vrije tijd, sport, openbare netheid ... alle essentiële diensten op een of**



**andere manier!**

**Een verschil in behandeling dat vragen oproept!**

- **In totaal blijken de personeelsuitgaven (54,9 miljoen) hoger dan de begrotingskredieten (102,42% van de oorspronkelijke begroting en 101,52% van de gewijzigde begroting), wat betekent dat er meermaals personeelsuitgaven zijn gedaan zonder begrotingskredieten, wat in strijd is met de wetgeving!**

- **Bovendien heeft het College het bij de bespreking van de begroting 2019, in strijd met de wettelijke bepalingen, nagelaten quota vast te leggen voor het aantal contractuelen, Maribelbanen en ondersteunde jongerenbetrekkingen; Bovendien bestaan andere inbreuken op de regels voor het openbaar ambt, die bij de bespreking van de begroting werden vastgesteld, nog steeds, met name:**

**- het ontbreken van interne evaluaties**

- **- het ontbreken van functiebeschrijvingen**

**- het ontbreken van bevorderingsexamens, die bij toepassing van het nieuwe reglement betreffende de hogere functies afgelegd dienden te worden**

- **- het ontbreken van een voorstel tot aanpassing van het personeelskader**

**... naast het totale gebrek aan informatie over het personeelsbeleid ... in strijd met het recht op informatie voor de raadsleden, volgens art. 84 van de Gemeentewet.**

- **Wat de werkingsuitgaven betreft, bedraagt de realisatiegraad van de begroting slechts 91,38%, d.w.z. -756.840€ ten opzichte van de oorspronkelijke begrotingskredieten: de diensten beroepsopleiding, bosklassen, zwemlessen (toch noodzakelijk voor de kinderen) en leveringen voor de gebouwen zijn het hardst getroffen door dit 'financiële dieet' ... terwijl elders uitgaven gedaan worden zonder te tellen!**

**Aangezien het aantal personeelsleden toegenomen is, is deze daling ten opzichte van de oorspronkelijke begroting moeilijk te verklaren.**

- **Bij de overdrachtsuitgaven is er een lichte daling van 1.765 euro in de dotatie aan het OCMW, die toch 17.498.324,72 euro bedraagt; Om een correct beeld te krijgen van de kosten van het OCMW voor de gemeente, tellen we daar het bedrag van de tussenkomst in de loonsverhogingen van het OCMW-personeel van 245.234,75€ bij, d.w.z. een totale kost van 17.743.559,40€ (19,61% van de gemeentelijke ontvangsten, excl. gesubsidieerd onderwijs).**

**Ondanks deze boekhoudkundige truc is transparantie vereist!**

**Goed nieuws: de subsidie aan de politiezone is lager dan in de oorspronkelijke begroting geraamd en bedraagt 13.583.987,90 € (-201.679,21 €); het gaat om 15,01% van de gemeentelijke inkomsten (excl. gesubsidieerd onderwijs).**

**De onwaarden en oninvorderbare bedragen zijn goed voor 2.215.227,36 euro, waarvan 1.254.363 euro voor de gemeentebelastingen, d.w.z. 764,10% van het oorspronkelijke begrotingskrediet - een record! - maar het levert een broodnodige sanering van oninbare schuldvorderingen, wat niet zonder gevolgen is voor de situatie van de vorige rekeningen.**

- **De schulduitgaven liggen 6,39% hoger dan het oorspronkelijke krediet en de verbintenissen stijgen met 1 miljoen ten opzichte van 2018.**
- **Dat totaal voor de gewone uitgaven 2019 stijgt met ongeveer 5 miljoen ten opzichte van 2018!**

**U hebt het goed gehoord: 5 miljoen extra uitgaven in één jaar!**

**B) In verband met de buitengewone dienst:**

- **Het resultaat van het boekjaar zelf vertoont een tekort van 1.475.738,78€, wat in strijd is met art. 252 van de Gemeentewet!**
- **Enkele belangrijke kenmerken:**

**Ontvangsten: de investeringssubsidies zijn hoger (+2 miljoen) dan de oorspronkelijke begrotingsraming.**

**Bovendien: geen inkomsten uit de verkoop van onroerend goed (-400.000€)**

**- leningen bedragen 16.184.053€ , d.w.z. 10.039.803€ minder dan verwacht (minder investeringsuitgaven)**

**Toch is het volume van de nieuwe leningen groter dan de aflossingen 2019, wat leidt tot een toename van de schulduitgaven in de toekomst!**

**Uitgaven: de investeringsuitgaven werden voor 69,62% gerealiseerd, d.w.z. 13.644.065 euro minder dan in de oorspronkelijke begroting, wat niet verwonderlijk is omdat de begroting pas eind juli 2019 uitvoerbaar werd!**

**Het saldo van de terug te betalen gemeenteschuld stijgt van 64.048.017 (2018) naar 73.698.324 (2019), zijnde +15,07%.**

**De schuldenlast stijgt van € 5.818.933 (2018) naar € 6.579.898, d.w.z. + 13,08%.**

**C) Conclusie:**

**1. De rekening voor het eigen dienstjaar:**

**Voor de gewone dienst wordt het afgesloten met een tekort.**

1.

**Wat de buitengewone dienst betreft, is er ook een tekort van -1.475.739€.**

**Wat - laten we dat niet vergeten - in strijd is met de voorschriften van art. 252 van de Gemeentewet!**

**De heer Spapens:**

**Het toezicht past een tolerantie toe bij dit gebrek aan evenwicht.**

**De heer Van Vlasselaer:**

**Zegt de eerste schepen net dat het toezicht de wet niet toepast?**

**2. Uit de tabellen over de evolutie van de gewone uitgaven en inkomsten op blz. 21 en 29 van de bijlagen bij de rekening, blijkt dat tussen 2015 en 2019: - de ontvangsten stegen met 7 miljoen, maar ook dat ten opzichte van 2017 de ontvangsten 2019 dalen (bijna 1,8 miljoen)!**

**- De uitgaven stijgen met 11,73 miljoen, maar tussen 2018 en 2019 bedraagt deze stijging bijna 5 miljoen!**

**3. Wat de buitengewone dienst betreft, geeft de tabel op blz. 30 van de bijlagen 31,26 miljoen investeringsuitgaven, maar meer dan 48,9 miljoen verbintenissen zijn uitgesteld! ... een tijdbom!**

**4. Deze rekening is slecht!... de uiterst verslechterde budgettaire en financiële situatie die hieruit blijkt, toont dat de verantwoordelijken geen rekening hebben gehouden met de tegenvallers uit het verleden ... erger nog: ze volhard in fouten die gevolgen zullen hebben voor 2020 en later ... waar bovendien nog die van de huidige pandemie zullen bijkomen!**

**Een zeer slecht rapport!**

**Toch maakt de rekening het mogelijk om de financiële en budgettaire toestand van de gemeente te kennen ...Daarom zal de DÉFI-fractie stemmen voor de vaststelling van de rekening 2019!**

**De heer Ouartassi: De rekening vertoont inderdaad een tekort op het eigen dienstjaar. Dat is vooral toe te schrijven aan de laattijdige inning van de OV en belastingteruggave na gerechtelijke beslissingen, de te lage inning van belastingen en de niet-inning van de belasting op leegstand die door het gewest wordt beheerd, en de daling van dividenden. Ik herinner eraan dat de begroting 2019 een overgangsbegroting was.**

**De heer Van Vlasselaer:**

**We zijn het dus eens over het gebrek aan inkomsten, maar u vermeldt de stijging van de uitgaven niet!**

*13 annexes / 13 bijlagen*

## FINANCES - FINANCIËN

### Taxes - Belastingen

#### 9 Finances – Budget 2020 - Modifications numéros 6 et 7 du service ordinaire et extraordinaire.

LE CONSEIL,

Vu les articles 241 et suivants de la Nouvelle Loi communale relatives à l'établissement des budgets communaux;

Vu les articles 15 et 16 de l'Arrêté royal du 2 août 1990 portant le règlement général de la comptabilité communale;

Considérant qu'il y a lieu de modifier le budget ordinaire et extraordinaire 2020 ;

DECIDE,

De modifier le budget ordinaire et extraordinaire 2020 comme repris dans les tableaux ci-joints relatifs aux modifications budgétaires numéros 6 et 7.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 26 votes positifs, 2 votes négatifs, 7 abstentions.

*Non : Laurent Hacken, Samir Ahrouch.*

*Abstentions : Marc Loewenstein, Dominique Goldberg, Stéphanie Koplowicz, Simon De Beer, Nabil Boukili, Xavier Jans, Michael Van Vlasselaer.*

---

#### Financiën – Begroting 2020 - Wijzigingen nummers 6 en 7 van de gewone en buitengewone dienst.

DE RAAD,

Gelet op artikelen 241 en volgende van de Nieuwe Gemeentewet betreffende de opmaak van de gemeentebegrotingen;

Gelet op artikelen 15 en 16 van het koninklijk besluit van 2 augustus 1990 houdende algemeen reglement op de gemeentelijke boekhouding;

Overwegende dat de gewone en buitengewone begroting 2020 gewijzigd dient te worden;

BESLIST,

De gewone en buitengewone begroting 2020 te wijzigen zoals opgenomen in de hierbijgevoegde tabellen betreffende de begrotingswijzigingen nummers 6 en 7.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

35 stemmers : 26 positieve stemmen, 2 negatieve stemmen, 7 onthoudingen.

*Nee : Laurent Hacken, Samir Ahrouch.*

*Onthoudingen : Marc Loewenstein, Dominique Goldberg, Stéphanie Koplowicz, Simon De Beer, Nabil Boukili, Xavier Jans, Michael Van Vlasselaer.*

**Monsieur Van Vlasselaer:**

**1/ Remarques préalables :**

- 1. L'examen des modifications budgétaires relatives au budget 2020 exigent une référence et un rappel aux constatations qui ont été faites lors de la discussion de ce budget**

**La crédibilité de ce budget 2020, dit « de transition », a été mise en cause, notamment en raison de l'évolution de certains ratios qui révélaient des prévisions peu raisonnables de certaines recettes et de crédits de dépenses en très forte croissance peu ou pas justifiés par des motivations objectives. En ce qui concerne le service extraordinaire, il faut rappeler la sérieuse analyse exposée par Mr Hacken, par ailleurs partagé par le groupe DÉFI, et dont le diagnostic évoquait des conséquences défavorables sur la situation financière de la commune.**

**L'examen du compte 2019 a confirmé la justesse des critiques portées in tempore non suspecto sur le budget 2020 tant pour les recettes fiscales prévues que pour certains excès en matière de dépenses.**

**1.2. Pour l'examen proprement dit des modifications budgétaires en cause, il convient, cela va de soi, de tenir compte des répercussions dues à l'épidémie de coronavirus**

**2/ La modification budgétaire n°6 – service ordinaire :**

**- on constate que la modification présentée n'est pas à l'équilibre, contrairement au prescrit de l'art. 252 de la loi communale...mais, exceptionnellement, cette situation peut être appréciée à la lumière des conséquences des mesures prises au niveau de la commune pour répondre à certains aspects de l'épidémie**

**- remarque : inscriptions relatives à la construction de l'école et du gymnase Puzzel : bien qu'il s'agisse d'un investissement, l'inscription est justifiée parce qu'il n'y a pas de remboursement au FRBRTC, lequel est pris en charge par tranches annuelles par la région ; dès lors, la recette, en fait fictive, doit être inscrite annuellement en contrepartie de l'inscription de la dépense en Dette au budget annuel !**

**- en page 7 de l'annexe figure à l'art. 104/380-03 – amendes ( fonction 119 – recettes et dépenses générales ) une recette en moins de 200.000€ - recettes escomptées non atteintes sans autre explication : ce manque à gagner a été éclairci hier en commissions réunies. A titre de comparaison, il faut relever que, dans le compte 2019 ( donc sans impact corona), ce même poste affiche déjà un manque de recettes de 258.265€ ( cf annexes, p.16, fiscalité, 7<sup>ème</sup> poste ) La question se pose donc de savoir quel est l'impact exact de la crise sur le dit défaut de recette ?**

**- l'analyse des chiffres fait apparaître que la modification budgétaire est influencée en recettes et très peu en dépenses par l'effet « corona » :**

- En ce qui concerne les recettes de prestation, la diminution globale de -430.502€ est due à l'effet « corona » pour -397.612 € ! Ce n'est pas rien !**
- En ce qui concerne les recettes de transfert, la perte due aux mesures prises pour pallier à certains effets de la crise est de -469.437 € !**
- En ce qui concerne les dépenses de fonctionnement, l'impact est limité à un supplément de 52.037 € et en dépenses de transfert, se traduit par une diminution de 5.000 €**

**Outre ces conséquences, la modification budgétaire est nécessaire pour enregistrer l'injection du résultat compte 2019 dans le budget 2020 ; en conséquence, le résultat cumulé est diminué de**

564.686,45€ , soit 3.549.51,73€( au lieu de 4.094.345,16€)

3/ La modification budgétaire n°7 – service extraordinaire :

- Cette modification budgétaire est également influencée par la crise en raison de l'inscription de 4 postes relatifs aux différents travaux d'aménagement requis pour satisfaire aux normes de précautions requises par la lutte contre la contagion épidémique ( montant total emprunté : 31.201€) – un chiffre plus que raisonnable - et la suppression d'une dépense subsidiée de 1.500€ ; mais, l'achat de déguisements pour les vacances de printemps est-il réellement un investissement ?
- Le tableau de tête montre une modification qui n'est pas présentée à l'équilibre , lequel est requis par les prescriptions réglementaires
- La modification enregistre également l'injection du résultat du compte 2019 dans le budget 2020 ; en conséquence , le résultat cumulé du service extraordinaire est augmenté de 850.949,40€

En conclusion, bien que le groupe DéFI n'ait pas approuvé le budget initial 2020, en raison des mesures prises pour le soutien aux commerces locaux et des dépenses engagées pour enrayer la contagion, le groupe DéFI s'abstient au vote des modifications budgétaires 6 et 7.

**Monsieur Hacken :**

La modification budgétaire est fortement impactée par la crise du Covid. Je demande à ce que la décision de la diminution des taxes pour les commerces passe rapidement au conseil communal. Je rappelle que j'ai demandé une réponse écrite concernant le montant des recettes des amendes administratives. On ne peut pas reprocher au collègue l'augmentation des dépenses liées au Covid, mais il faudra néanmoins être plus sévère pour éviter que le trou ne se creuse encore plus.

**Monsieur Quartassi :**

D'une part, les dépenses ont été augmentées pour protéger la population mais d'autre part, il faut aussi avoir un regard par rapport aux acteurs économiques.

**Monsieur Spapens :**

En réalité, il s'agit de ne pas enrôler certaines taxes, mais on le fera acter par le conseil.

**Monsieur Roberti :**

La diminution des recettes au niveau des sanctions administratives et due au fait que le CNS s'est orienté vers les procès-verbaux judiciaires et donc, cela n'engendre pas de recettes au niveau communal.

**De heer Van Vlasselaer:**

1/ Voorafgaande opmerkingen:

1. De analyse van de begrotingswijzigingen met betrekking tot de begroting 2020 vereist een verwijzing naar en een herinnering aan de vaststellingen die bij de bespreking van de begroting werden gemaakt.

De geloofwaardigheid van deze zogenaamde 'overgangsbegroting' 2020 staat op de helling, met

name omwille van de evolutie van bepaalde ratio's die wezen op weinig redelijke voorspellingen van bepaalde inkomsten en uitgaven die sterk toenemen met weinig of geen objectieve rechtvaardiging. Wat de buitengewone dienst betreft, moet worden herinnerd aan de ernstige analyse van de heer Hacken, die door de DéFI-fractie werd gedeeld en waarvan de diagnose wees op ongunstige gevolgen voor de financiële situatie van de gemeente.

De analyse van de rekening 2019 bevestigde de juistheid van de kritiek die *in tempore non suspecto* werd geuit op de begroting 2020, zowel voor de verwachte belastinginkomsten als bepaalde overschrijdingen op het vlak van uitgaven.

1.2. Bij de eigenlijke bespreking van de begrotingswijzigingen moet er uiteraard rekening worden gehouden met de impact van de coronacrisis.

## 2/ Begrotingswijziging nr. 6 - Gewone dienst:

- We stellen vast dat de voorgelegde wijziging niet in evenwicht is, wat in strijd is met artikel 252 van de Gemeentewet ...maar bij wijze van uitzondering kan deze situatie worden beoordeeld in het licht van de gevolgen van de maatregelen die op het niveau van de gemeente genomen werden in het kader van de epidemie ...

- **Opmerking: vermeldingen i.v.m. de bouw van de school en de turnzaal van De Puzzel: hoewel het om een investering gaat, is de inschrijving gerechtvaardigd omdat er geen sprake is van terugbetaling aan het BGHGT, die in jaarlijkse schijven door het Gewest wordt betaald; Bijgevolg moeten de ontvangsten, die eigenlijk fictief zijn, jaarlijks worden geboekt in ruil voor de opname van de uitgave als schuld in de jaarlijkse begroting!**

- **Op bladzijde 7 van de bijlage, artikel 104/380-03 - boetes (functie 119 - algemene ontvangsten en uitgaven) - 200.000 euro minder ontvangsten - verwachte ontvangsten niet bereikt zonder nadere toelichting: Dit tekort werd gisteren in de commissievergadering opgehelderd. Ter vergelijking: in de rekening 2019 (dus zonder corona-impact) is op dezelfde post al een tekort aan inkomsten van 258.265 euro te zien (cf. bijlagen, blz. 16, fiscaliteit, 7e post). De vraag rijst dan ook wat de precieze impact van de crisis is op het genoemde tekort aan inkomsten?**

- **Uit een analyse van de cijfers blijkt dat de begrotingswijziging in de ontvangsten en in de uitgaven zeer weinig wordt beïnvloed door het corona-effect:**

- **Wat de inkomsten uit prestaties betreft, is de totale daling van -430.502€ te wijten aan het corona-effect voor -397.612€! Dat is niet niks!**
- **Wat de overdrachtsontvangsten betreft, bedraagt het verlies als gevolg van de maatregelen die zijn genomen om bepaalde effecten van de crisis te compenseren -469.437 €!**
- **Wat de werkingsuitgaven betreft, is de impact beperkt tot 52.037 euro extra en wat de overdrachtsuitgaven betreft, vertaalt dit zich in een daling van 5.000 euro.**

Naast deze gevolgen is de begrotingswijziging nodig om de injectie van het resultaat op de rekening 2019 in de begroting 2020 te registreren; als gevolg daarvan daalt het gecumuleerde resultaat met € 564.686,45, ofwel € 3.549.51,73 (i.p.v. € 4.094.345,16).

## 3/ Begrotingswijziging nr. 7 - buitengewone dienst:

- **Deze begrotingswijziging wordt ook beïnvloed door de crisis, omdat er 4 posten zijn opgenomen die betrekking hebben op de verschillende werkzaamheden die nodig zijn om te voldoen aan de voorzorgsmaatregelen in de bestrijding van de epidemie (totale geleende bedrag: 31.201 €) - een meer dan redelijk cijfer - en de schrapping van een gesubsidieerde**

uitgave van 1.500 euro; maar is de aankoop van verkleedkledij voor de krokusvakantie echt een investering?

- De bovenste tabel toont een wijziging die niet in evenwicht is, wat wettelijk wel vereist is.
- De wijziging registreert ook de injectie van het resultaat van de rekening 2019 in de begroting 2020. Daardoor stijgt het gecumuleerde resultaat van de buitengewone dienst met € 850.949,40.

Tot besluit stellen we dat, hoewel de DéFI-fractie de oorspronkelijke begroting 2020 niet heeft goedgekeurd, vanwege de maatregelen die werden genomen ter ondersteuning van de lokale handelaars en de uitgaven die werden gedaan om de besmettingen in te dijken, de DéFI-fractie zich onthoudt van stemming over de begrotingswijzigingen 6 en 7.

**De heer Hacken:**

De begrotingswijziging wordt sterk beïnvloed door de coronacrisis. Ik vraag dat de beslissing om de belastingen voor bedrijven te verlagen snel wordt voorgelegd aan de gemeenteraad.

Ik herinner u eraan dat ik om een schriftelijk antwoord heb verzocht aangaande het bedrag van de ontvangsten uit administratieve boetes. Het College kan niet verantwoordelijk worden gesteld voor de stijging van de uitgaven in het kader van de coronacrisis, maar we zullen toch strikter moeten worden om te voorkomen dat het gat nog dieper wordt.

**De heer Ouartassi:**

Enerzijds zijn de uitgaven verhoogd om de bevolking te beschermen, maar anderzijds moeten we ook naar de economische spelers kijken.

**De heer Spapens:**

In werkelijkheid is het een kwestie van het niet inkohieren van bepaalde belastingen, maar we zullen het door de raad laten bekrachtigen.

**De heer Roberti:**

De daling van de inkomsten uit administratieve sancties is te wijten aan het feit dat de Veiligheidsraad oriënteerde naar gerechtelijk processen-verbaal, wat dus geen inkomsten op gemeentelijk niveau genereert.

*10 annexes / 10 bijlagen*

---

10 **Finances - Prise en charge par l'administration fiscale régionale de l'établissement et du recouvrement des centimes additionnels à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique.**

LE CONSEIL,

Vu l'article 170, § 4 de la Constitution ;



Vu l'article 117 de la Nouvelle loi communale ;

Vu l'ordonnance du 23 décembre 2016 relative à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique, article 13, § 2 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 janvier 2017 établissant les modalités de certains actes prévus par l'ordonnance du 23 décembre 2016 relative à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique, article 4/1;

Considérant que l'administration fiscale régionale assurera l'établissement, l'enrôlement, la perception et le recouvrement des centimes additionnels à la taxe régionale sur l'hébergement touristique pour l'exercice d'imposition 2021, pour autant que la commune émette le souhait de bénéficier de ce service avant le 30 juin 2020;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE,

### **Article 1<sup>er</sup>**

De charger l'administration fiscale de la Région de Bruxelles-Capitale de l'établissement, de l'enrôlement, de la perception et du recouvrement des centimes additionnels à la taxe régionale sur les établissements touristiques, pour l'exercice d'imposition 2021;

### **Article 2**

De charger le Collège des Bourgmestre et Echevins de la notification de cette décision conformément à l'article 4/1 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 janvier 2017 établissant les modalités de certains actes prévus par l'ordonnance du 23 décembre 2016 relative à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 35 votes positifs.

---

## **Financiën – Tenlasteneming door de gewestelijke fiscale administratie van de heffing en van de invordering van de opcentiemen op de gewestbelasting op de inrichtingen van toeristische logies.**

DE RAAD,

Gelet op artikel 170, §4 van de Grondwet;

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de ordonnantie van 23 december 2016 betreffende de gewestbelasting op de inrichtingen van toeristische logies, artikel 13, §2;

Gelet op besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26 januari 2017 tot vaststelling van de modaliteiten van bepaalde handelingen voorzien door de ordonnantie van 23 december 2016 betreffende de gewestbelasting op de inrichtingen van toeristische logies, artikel 4/1;

Overwegende dat de gewestelijke fiscale administratie slechts zal instaan voor de heffing, de inkohiering, de inning en de invordering van de opcentiemen op de gewestbelasting op de inrichtingen van toeristische

logies voor het aanslagjaar 2021 in zoverre de gemeente voor 30 juni 2020 de wens uitdrukt om van deze dienstverlening gebruik te maken;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLIST,

### **Artikel 1**

De fiscale administratie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest te belasten met de heffing, de inkohiering, de inning en de invordering van de opcentiemen op de gewestbelasting op de inrichtingen van toeristische logies voor aanslagjaar 2021;

### **Artikel 2**

Het College van Burgemeester en Schepenen te belasten met de mededeling van deze beslissing overeenkomstig artikel 4/1 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26 januari 2017 tot vaststelling van de modaliteiten van bepaalde handelingen voorzien door de ordonnantie van 23 december 2016 betreffende de gewestbelasting op de inrichtingen van toeristische logies.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

---

## **AFFAIRES GÉNÉRALES - ALGEMENE ZAKEN**

### **Logistique - Logistiek**

- 11 **Logistique - Marchés publics - Acquisition de thermomètres infrarouges et accessoires pour les écoles communales - Approbation de l'attribution et des conditions - Application de l'article 249 § 1<sup>er</sup> alinéa 2 de la Nouvelle loi communale – Admission des dépenses.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment les articles 234 § 3, 236 et 249 § 1<sup>er</sup> alinéa 2 ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000,00 €) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu la circulaire 7550 de la Fédération Wallonie-Bruxelles relative aux consignes pour les établissements scolaires en lien avec la crise du Covid-19 ;

Considérant qu'il était indispensable de faire l'acquisition de 17 thermomètres infrarouges pour la reprise partielle des leçons le 18 mai 2020 dans les écoles communales (nouvel investissement) ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 1.404,96 € hors TVA ou 1.700,00 €, 21% TVA comprise ;

Considérant qu'il a été proposé de conclure le marché via un marché public de faible montant ;

Considérant que les opérateurs économiques suivants ont été choisis afin de prendre part à ce marché :

- MEDLINE S.A., Linderstraat 67 à 3700 Tongres ;
- MEDICALINE S.P.R.L., Chaussée de Waterloo 648 à 1050 Ixelles ;
- Pharmacie du Bempt, Avenue du Bempt 2 boîte A à 1190 Forest ;
- MEDILOR S.P.R.L., Fourquepire 11 à 7890 Ellezelles ;
- DYNA-MEDICAL S.P.R.L. - BASTIDE GROUPE, Avenue de la Dame 12 à 30132 Caissargues (France) ;

Considérant que les offres suivantes ont été reçues :

- MEDLINE S.A. (75,00 € hors TVA/pièce ou 65,00 € hors TVA/pièce à partir de 10 unités) ;
- DYNA MEDICAL - BASTIDE GROUPE (69,00 € TVA comprise/pièce) ;
- MEDICALINE S.P.R.L. (90,90 € hors TVA/pièce) ;

Considérant le rapport d'examen des offres rédigé par le Service de Promotion de la Santé à l'Ecole et figurant en annexe ;

Considérant que les offres de DYNA MEDICAL - BASTIDE GROUPE et MEDICALINE ont été considérées comme irrégulières car le délai de livraison n'était pas respecté ;

Considérant que l'offre de MEDLINE a été considérée comme complète et régulière ;

Considérant qu'aucun motif d'exclusion n'a été relevé pour ce soumissionnaire ;

Considérant que le service Logistique a proposé, tenant compte des éléments précités, d'attribuer ce marché à l'unique soumissionnaire ayant remis une offre complète et régulière, soit MEDLINE S.A., au prix unitaire de 65,00 € hors TVA ou 78,65 €, 21% TVA comprise ;

Considérant que les piles n'étaient pas fournies avec les thermomètres infrarouges et devaient être commandées séparément ;

Considérant que la société ELECTRIC S.A., Boulevard Poincaré 61 à 1070 Anderlecht, est l'adjudicataire du marché public relatif à la fourniture de matériel électrique et lampes ainsi que de l'ensemble des accessoires et petit outillage spécifique nécessaire à la mise en œuvre ou mesure (2020-2022) ;

Considérant l'offre de prix reprise en annexe de la société ELECTRIC S.A. d'un montant de 223,28 € hors TVA ou 270,17 € TVA comprise pour la fourniture de piles rechargeables et de chargeurs ;

Considérant que les crédits permettant ces dépenses seront inscrits aux articles 140/744-98/51 et 140/744-98/16 du service extraordinaire du budget 2020 ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 14 mai 2020 notamment :

*« Art 1<sup>er</sup> : De faire application de l'article 249, § 1er, alinéa 2 de la Nouvelle loi communale pour l'acquisition de 17 thermomètres infrarouges et accessoires pour les écoles communales francophones et néerlandophones ;*

*Art 2 : D'approuver le montant estimé du marché établi par le service Logistique. Le montant estimé s'élève à 1.404,96 € hors TVA ou 1.700,00 €, 21% TVA comprise ;*

*Art 3 : De conclure le marché via un marché public de faible montant ;*

*Art 4 : De considérer les offres de DYNA MEDICAL - BASTIDE GROUPE et MEDICALINE comme irrégulières ;*

*Art 5 : De considérer l'offre de MEDLINE comme complète et régulière ;*

*Art 6 : D'approuver et de considérer comme partie intégrante de la présente délibération le rapport d'examen des offres rédigé par le Service de Promotion de la Santé à l'Ecole ;*

*Art 7 : D'attribuer ce marché à l'unique soumissionnaire ayant remis une offre complète et régulière, soit MEDLINE S.A., au prix unitaire de 65,00 € hors TVA ou 78,65 €, 21% TVA comprise ;*

*Art 8 : De faire l'acquisition de piles rechargeables et de chargeurs auprès de l'adjudicataire du marché public relatif à la fourniture de matériel électrique et lampes ainsi que de l'ensemble des accessoires et petit outillage spécifique nécessaire à la mise en œuvre ou mesure (2020-2022), ELECTRIC S.A. pour un montant de 223,28 € hors TVA ou 270,17 € TVA comprise ; »*

PREND CONNAISSANCE de la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 14 mai 2020 jointe en annexe ;

DECIDE :

*Art 1<sup>er</sup> : D'admettre les dépenses résultant du marché public susmentionné effectuées en raison de l'urgence reconnue par le Collège des Bourgmestre et Echevins en séance du 14 mai 2020 en application de l'article 249 § 1er alinéa 2 de la nouvelle loi communale, pour l'acquisition de 17 thermomètres infrarouges auprès de la société MEDLINE S.A., pour le montant total de 1.105,00 € hors TVA ou 1.337,05 €, 21% TVA comprise et l'acquisition de piles rechargeables avec chargeurs auprès de la société, ELECTRIC S.A., pour le montant total de 223,28 € hors TVA ou 270,17 €, 21% TVA comprise ;*

*Art 2 : De procéder à l'inscription budgétaire des crédits d'un montant de 356,13 € à l'article 140/744-98/51 et d'un montant de 1.251,06 € à l'article 140/744-98/16 du service extraordinaire du budget 2020 ;*

*Art 3 : De financer ces dépenses par emprunt.*

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
35 votants : 35 votes positifs.

---

**Logistiek - Overheidsopdrachten - Aankoop van infraroodthermometers en toebehoren voor de**

**gemeentescholen - Goedkeuring van de gunning en van de lastvoorwaarden - Toepassing van artikel 249, §1, 2de lid van de Nieuwe Gemeentewet - Instemming met de uitgaven.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 234 §3, 236 en 249 §1 2<sup>de</sup> lid;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 92 (de geraamde waarde excl. BTW is lager dan de drempel van 30.000,00 €);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op de omzendbrief 7550 van de Federatie Wallonië-Brussel met betrekking tot de instructies voor onderwijsinstellingen in verband met de Covid-19-crisis;

Overwegende dat het onontbeerlijk was om 17 infraroodthermometers aan te kopen voor de gedeeltelijke hervatting van de lessen in de gemeentescholen op 18 mei 2020 (nieuwe investering);

Overwegende dat de raming van deze opdracht 1.404,96 € excl. BTW of 1.700,00 € incl. 21% BTW bedraagt;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht tot stand te brengen via een overheidsopdracht van beperkte waarde;

Overwegende dat de volgende economische operatoren werden uitgenodigd om deel te nemen aan deze opdracht:

- MEDLINE N.V., Linderstraat 67 te 3700 Tongeren;
- MEDICALINE B.V.B.A., Waterlooosesteenweg 648 te 1050 Elsene;
- Pharmacie du Bempt, Bemptlaan 2 bus A te 1190 Vorst;
- MEDILOR B.V.B.A., Fourquepire 11 te 7890 Ellezelles;
- DYNA-MEDICAL B.V.B.A. - BASTIDE GROUPE, Avenue de la Dame 12 te 30132 Caissargues (Frankrijk);

Overwegende dat volgende offertes werden ontvangen:

- MEDLINE N.V. (75,00 € excl. BTW/stuk of 65,00 € excl. BTW/stuk vanaf 10 stuks);
- DYNA MEDICAL - BASTIDE GROUPE (69,00 € incl. BTW/stuk);
- MEDICALINE B.V.B.A. (90,90 € excl. BTW/stuk);

Overwegende het onderzoeksverslag van de offertes, opgemaakt door de Dienst Gezondheidsbevordering op School en opgenomen in bijlage;

Overwegend dat de offertes van DYNA MEDICAL - BASTIDE GROUPE en MEDICALINE als onregelmatig werden beschouwd want de leveringstermijn wordt niet nageleefd;

Overwegend dat de offerte van MEDLINE als volledig en regelmatig werd beschouwd;

Overwegende dat voor deze inschrijver geen enkele reden voor uitsluiting werd genoteerd;

Overwegende dat de dienst Logistiek voorstelt om, rekening houdend met het voorgaande, deze opdracht te gunnen aan de enige inschrijver die een volledig en regelmatige offerte heeft ingediend, zijnde MEDLINE N.V., tegen de eenheidsprijs van 65,00 € excl. BTW of 78,65 € incl. 21% BTW;

Overwegende dat de batterijen niet inbegrepen waren bij de infraroodthermometers en apart moesten worden besteld;

Overwegende dat de vennootschap ELECTRIC N.V., Poincarélaan 61 te 1070 Anderlecht, de opdrachtnemer is voor de overheidsopdracht met betrekking tot de levering van elektrische apparatuur en lampen, alsook van alle toebehoren en specifiek klein gereedschap dat nodig is voor de implementatie of meting (2020-2022);

Overwegende de prijsofferte opgenomen in bijlage van de vennootschap ELECTRIC N.V. voor een bedrag van 223,28 € excl. BTW of 270,17 € incl. BTW voor de levering van oplaadbare batterijen en laders;

Overwegende dat de kredieten voor deze uitgaven ingeschreven zullen worden op artikelen 140/744-98/51 en 140/744-98/16 van de buitengewone dienst van de begroting 2020 ;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 14 mei 2020 met name:

*“Art 1: Artikel 249, §1, 2<sup>d</sup>e lid van de Nieuwe Gemeentewet toe te passen voor de aankoop van 17 infraroodthermometers en toebehoren voor de Franstalige en Nederlandstalige gemeentescholen;*

*Art 2: Goedkeuring te verlenen aan de raming van de opdracht opgemaakt door de dienst Logistiek. De raming bedraagt 1.404,96 € excl. BTW of 1.700,00 € incl. 21% BTW;*

*Art 3: De opdracht tot stand te brengen via een overheidsopdracht van beperkte waarde;*

*Art 4: De offertes van DYNA MEDICAL - BASTIDE GROUPE en MEDICALINE als onregelmatig te beschouwen;*

*Art 5: De offerte van MEDLINE als volledig en regelmatig te beschouwen;*

*Art 6: Het onderzoeksverslag opgesteld door de dienst Gezondheidsbevordering op School goed te keuren en te beschouwen als integraal onderdeel van deze beraadslaging;*

*Art 7: Deze opdracht te gunnen aan de enige inschrijver die een volledige en regelmatige offerte heeft ingediend, zijnde MEDLINE N.V., tegen de eenheidsprijs van 65,00 € excl. BTW of 78,65 € incl. 21% BTW;*

*Art 8: Oplaadbare batterijen en laders bij de opdrachtnemer voor de levering van elektrische apparatuur en lampen, alsook van alle toebehoren en specifiek klein gereedschap dat nodig is voor de implementatie of maatregel (2020-2022), ELECTRIC N.V., te kopen voor een bedrag van 223,28 € excl. BTW of 270,17 € incl. BTW;”*

NEEMT KENNIS van de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 14 mei 2020, opgenomen in bijlage ;

BESLIST :

Art 1: In te stemmen met de uitgaven die voortvloeien uit de bovenvermelde overheidsopdracht als gevolg van de hoogdringendheid erkend door het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 14 mei 2020 in toepassing van artikel 249, § 1, 2<sup>de</sup> lid van de nieuwe gemeentewet, voor de aankoop van 17 infraroodthermometers bij de vennootschap MEDLINE N.V., voor een totaalbedrag van 1.105,00 € excl. BTW of 1.337,05 € incl. 21% BTW en de aankoop van oplaadbare batterijen met laders bij de vennootschap ELECTRIC N.V., voor het totaalbedrag van 223,28 € excl. BTW of 270,17 € incl. 21% BTW;

Art 2: Over te gaan tot de inschrijving in de begroting van de kredieten voor een bedrag van 356,13 € op artikel 140/744-98/51 en een bedrag van 1.251,06 € op artikel 140/744-98/16 van de buitengewone dienst van de begroting 2020;

Art 3: Deze uitgaven te financieren door een lening.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
35 stemmers : 35 positieve stemmen.

*13 annexes / 13 bijlagen*

---

12 **Logistique - Marchés publics de "Fourniture de vélos de tout type et accessoires" (2020-F-021) - Approbation des conditions et du mode de passation du marché - Application de l'article 234, § 3 de la Nouvelle loi communale – Information.**

LE CONSEIL,

Vu l'article 234, § 3 de la Nouvelle loi communale habilitant le Collège des bourgmestre et échevins à exercer le pouvoir de choisir la procédure de passation et de fixer les conditions des marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 144.000 € et précisant que dans ce cas, le conseil communal est informé de la décision du collège des bourgmestre et échevins lors de sa prochaine séance ;

Considérant qu'il était nécessaire de faire l'acquisition de vélos de tout types et d'accessoires pour les services de la Mobilité, de la Prévention et de l'Enseignement néerlandophone.

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 30 avril 2020 de passer un marché de fournitures ayant pour objet « **Fournitures de vélos de tous types et d'accessoires** » par la procédure négociée sans publication préalable (Art. 42 §1, 1<sup>o</sup> a de la loi du 17 juin 2016), au montant estimé de 24.770 € hors TVA ou 29.971,70 €, 21% TVA comprise (financement: emprunt pour la dépense relevant de l'article 410/743-51/85 du service extraordinaire du budget 2020 et subsides pour les dépenses relevant de l'article 300/743- 51/10 du service extraordinaire du budget 2020) ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;

DECIDE,

De prendre connaissance de la décision suivante du Collège des bourgmestre et échevins :

Décision du 30 avril 2020 d'approuver le marché public de fournitures ayant pour objet « **Fournitures de vélos de tous types et accessoires** » par la procédure négociée sans publication préalable au montant estimé de 24.770 € hors TVA ou 29.971,70 €, 21% TVA comprise (financement: emprunt pour la dépense relevant de l'article 410/743-51/85 du service extraordinaire du budget 2020 et subsides pour les dépenses relevant de l'article 300/743- 51/10 du service extraordinaire du budget 2020).

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 35 votes positifs.

---

**Logistiek – Overheidsopdracht "Levering van allerlei soorten fietsen en toebehoren" (2020-F-021) - Goedkeuring van de lastvoorwaarden en van de gunningswijze van de opdracht - Toepassing van artikel 234, §3 van de Nieuwe Gemeentewet - Kennisgeving.**

DE RAAD,

Gelet op artikel 234, §3 van de Nieuwe Gemeentewet dat het College van Burgemeester en Schepenen machtigt de bevoegdheid uit te oefenen om de procedure te kiezen volgens dewelke de overheidsopdrachten worden gegund en om de voorwaarden vast te stellen voor de overheidsopdrachten waarvan het bedrag exclusief BTW geraamd wordt op minder dan 144.000 € en dat verduidelijkt dat in dat geval de gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering in kennis gesteld wordt van de beslissing van het College van burgemeester en schepenen;

Overwegende dat het noodzakelijk was om allerlei soorten fietsen en toebehoren aan te kopen voor de diensten Mobiliteit, Preventie en Nederlandstalig onderwijs;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 30 april 2020 om een opdracht voor leveringen te gunnen met als voorwerp "**Levering van allerlei soorten fietsen en toebehoren**" via onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking (Art. 42 §1 1° a van de wet van 17 juni 2016) voor het geraamde bedrag van 24.770 € excl. BTW of 29.971,70 €, 21% BTW inbegrepen (financiering: lening voor de uitgave die behoort tot artikel 410/743-51/85 van de buitengewone dienst van de begroting 2020 en subsidies voor de uitgaven die behoren tot artikel 300/743- 51/10 van de buitengewone dienst van de begroting 2020);

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies;



Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten;

BESLIST,

Kennis te nemen van de volgende beslissing van het College van burgemeester en schepenen:

Beslissing van 30 april 2020 tot goedkeuring van de procedure en lastvoorwaarden van de overheidsopdracht voor leveringen met als voorwerp "**Levering van allerlei soorten fietsen en toebehoren**" via onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking voor het geraamde bedrag van 24.770 € excl. BTW of 29.971,70 €, 21% BTW inbegrepen (financiering: lening voor de uitgave die behoort tot artikel 410/743-51/85 van de buitengewone dienst van de begroting 2020 en subsidies voor de uitgaven die behoren tot artikel 300/743- 51/10 van de buitengewone dienst van de begroting 2020).

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
35 stemmers : 35 positieve stemmen.

*2 annexes / 2 bijlagen*

---

13 **Logistique - Instruction Publique - Marchés publics - Matériel sportif et gros matériel de gymnastique - Approbation des conditions et du mode de passation des marchés - Application de l'article 234 §3 de la Nouvelle loi communale - Information.**

LE CONSEIL,

Vu l'article 234 §3 de la Nouvelle loi communale habilitant le collège des bourgmestre et échevins à exercer le pouvoir de choisir la procédure de passation et de fixer les conditions des marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 144.000 € et précisant que dans ce cas, le conseil communal est informé de la décision du collège des bourgmestre et échevins lors de sa prochaine séance ;

Considérant qu'il était nécessaire de faire l'acquisition de matériel sportif et gros matériel de gymnastique (remplacement et nouvel investissement) ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 19 décembre 2019 de passer un marché de fournitures ayant pour objet « **Acquisition de matériel sportif et gros matériel de gymnastique** » par la procédure de marché public de faible montant, au montant estimé de 10.109,36 € hors TVA ou 12.232,33 €, 21% TVA comprise ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;

DECIDE :

De prendre connaissance de la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 19 décembre 2019 de passer un marché de fournitures ayant pour objet « **Acquisition de matériel sportif et gros matériel de gymnastique** » par la procédure de marché public de faible montant, au montant estimé de 10.109,36 € hors TVA ou 12.232,33 €, 21% TVA comprise.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 35 votes positifs.

---

**Logistiek - Openbaar onderwijs - Overheidsopdrachten - Sportmateriaal en groot turnmateriaal - Goedkeuring van de lastvoorwaarden en van de gunningswijze van de opdrachten - Toepassing van artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet - Kennisgeving.**

DE RAAD,

Gelet op artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet dat het College van Burgemeester en Schepenen machtigt de bevoegdheid uit te oefenen om de procedure te kiezen volgens dewelke de overheidsopdrachten worden gegund, en om de voorwaarden vast te stellen voor de overheidsopdrachten waarvan het bedrag exclusief BTW geraamd wordt op minder dan 144.000 €, en dat verduidelijkt dat in dat geval de gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering in kennis gesteld wordt van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen;

Overwegende dat het noodzakelijk was om sportmateriaal en groot turnmateriaal aan te kopen (vervanging en nieuwe investering);

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 19 december 2019 om een opdracht voor leveringen te gunnen met als voorwerp “**Aankoop van sportmateriaal en groot turnmateriaal**” via de procedure van overheidsopdracht van beperkte waarde, voor het geraamde bedrag van 10.109,36 € excl. BTW of 12.232,33 €, 21% BTW inbegrepen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten;

BESLIST :

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 19 december 2019 om een opdracht voor leveringen te gunnen met als voorwerp “**Aankoop van sportmateriaal en groot turnmateriaal**” via de procedure van overheidsopdracht van beperkte waarde, voor het geraamde bedrag van 10.109,36 € excl. BTW of 12.232,33 €, 21% BTW inbegrepen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

*1 annexe / 1 bijlage*

---

14 **Logistique - Marchés publics de " Fourniture de terminaux de paiement [et lecteurs de cartes]" (2020-F-002) - Approbation des conditions et du mode de passation du marché - Application de l'article 234, § 3 de la Nouvelle loi communale – Information.**

LE CONSEIL,

Vu l'article 234, § 3 de la Nouvelle loi communale habilitant le Collège des bourgmestre et échevins à exercer le pouvoir de choisir la procédure de passation et de fixer les conditions des marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 144.000 € et précisant que dans ce cas, le conseil communal est informé de la décision du collège des bourgmestre et échevins lors de sa prochaine séance ;

Considérant qu'il était nécessaire de faire l'achat de lecteurs de cartes bancaires pour le service de la Petite enfance ;

Vu la décision du collège du 26 septembre 2019, de passer un marché de fournitures ayant pour objet "Fourniture de terminaux de paiement" [et lecteurs de cartes]- en se fondant sur l'article 234 §4 de la Nouvelle loi communale; » par la procédure négociée sans publication préalable (Art. 42 §1, 1° a de la loi du 17 juin 2016), au montant estimé à € 70.000 hors TVA ou € 84.700,00 21% TVA comprise (pour 4 ans) ;

Considérant que contrairement aux terminaux de paiement, les lecteurs de cartes devaient faire l'objet d'une acquisition ;

Considérant que pour l'achat de ces lecteurs de cartes il aurait fallu mentionner explicitement dans la délibération du 26 septembre 2019, l'article 234 § 3 de la Nouvelle loi communale ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 28 mai 2020 *ayant trait à la " Fourniture de terminaux de paiement et lecteurs de cartes Xengo – REVU de la délibération de lancement du 26/09/2019 , confirmation de l'attribution et financement - Application des articles 234 §3, §4, al.1 et 236 de la Nouvelle loi communale"*

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;

DECIDE,

De prendre connaissance de la décision suivante du Collège des bourgmestre et échevins :

Décision du Collège des bourgmestre et échevins du 28 mai 2020 Marchés publics - Fourniture de terminaux de paiement et lecteurs de cartes Xengo – REVU de la délibération de lancement du 26/09/2019 , confirmation de l'attribution et financement - Application des articles 234 §3, §4, al.1 et 236 de la Nouvelle loi communale - 2020-F-002.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 35 votes positifs.

---

**Logistiek - Overheidsopdrachten “Levering van betaalterminals [en kaartlezers]” (2020-F-002) - Goedkeuring van de lastvoorwaarden en van de gunningswijze van de opdracht - Toepassing van artikel 234, §3 van de Nieuwe Gemeentewet - Kennisgeving.**

DE RAAD,

Gelet op artikel 234, §3 van de Nieuwe Gemeentewet dat het College van Burgemeester en Schepenen machtigt de bevoegdheid uit te oefenen om de procedure te kiezen volgens dewelke de overheidsopdrachten worden gegund en om de voorwaarden vast te stellen voor de overheidsopdrachten waarvan het bedrag exclusief BTW geraamd wordt op minder dan 144.000 € en dat verduidelijkt dat in dat geval de gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering in kennis gesteld wordt van de beslissing van het college van burgemeester en schepenen;

Overwegende dat het noodzakelijk was om bankkaartlezers aan te kopen voor de dienst Kinderopvang;

Gelet op de beslissing van het College van 26 september 2019 om een opdracht voor leveringen te gunnen met als voorwerp "Levering van betaalterminals" [en kaartlezers] - door zich te baseren op artikel 234 §4 van de Nieuwe Gemeentewet - via onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking (Art. 42 §1, 1° a van de wet van 17 juni 2016) voor de raming van 70.000 € excl. BTW of 84.700 €, 21% BTW inbegrepen (voor 4 jaar);

Overwegende dat in tegenstelling tot de betaalterminals, de kaartlezers het voorwerp moesten uitmaken van een aankoop;

Overwegende dat voor de aankoop van deze kaartlezers, artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet uitdrukkelijk vermeld had moeten worden in de beraadslaging van 26 september 2019;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 28 mei 2020 *die betrekking heeft op de "Levering van betaalterminals en Xengo kaartlezers – HERZIENING van de beraadslaging van lancering van 26/09/2019, bevestiging van de gunning en financiering - Toepassing van artikelen 234 §3, §4, 1e lid en 236 van de Nieuwe Gemeentewet"*;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten;

BESLIST,

Kennis te nemen van de volgende beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen:

Beslissing van het College van burgemeester en schepenen van 28 mei 2020 Overheidsopdrachten - Levering van betaalterminals en Xengo kaartlezers – HERZIENING van de beraadslaging van lancering van 26/09/2019, bevestiging van de gunning en financiering - Toepassing van artikelen 234 §3, §4, 1e lid en 236 van de Nieuwe Gemeentewet - 2020-F-002.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

---

## TRAVAUX PUBLICS - OPENBARE WERKEN

### Propriétés communales et Logement - Gemeentelijke Eigendommen en Huisvesting

- 15 **Propriétés communales – Prévention – Implémentation d’une antenne locale de sécurité intégrée dans le quartier Marconi – Acquisition du rez-de-chaussée sis à Forest, chaussée d’Alsemberg, 336 – Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale ;

Vu l’Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale accordant une subvention de 250.000 euros à la Commune de Forest dans le cadre de la circulaire du 24 mai 2019 concernant le déploiement de projets d’antennes de sécurité intégrées localement (LISA), plus précisément pour le quartier Marconi ;

Considérant que la mesure 7.7 du Plan Global de Sécurité et de Prévention (PGSP) concerne le renforcement de l’ancrage territorial des différents services actifs aux niveaux local, zonal et régional par le développement d’antennes de sécurité intégrées au niveau local ;

Vu le courrier de Bruxelles Prévention et Sécurité daté du 23 décembre 2019 précisant que l’Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 12 décembre 2019 a octroyé une subvention de

250.000,00€ à la Commune de Forest pour l'implémentation d'une antenne de sécurité intégrée localement dans le quartier Marconi ;

Vu la convention signée par la Commune de Forest et la Région de Bruxelles-Capitale, qui contient tous les éléments liés à ce projet d'antenne subventionné ;

Vu les échanges avec la zone de police pour renforcer l'antenne intégrée de sécurité ;

Considérant qu'une première tranche de 80% du subside (250.000,00€ X 0,80 = 200.000,00€) a été versée sur le compte communal en date du 27 janvier 2020 et inscrite à l'article 300/663-51/10 du budget extraordinaire de l'exercice 2020 ;

Considérant que le rez-de-chaussée commercial situé à Forest, chaussée d'Alseberg, 336 est mis en vente au prix de 149.000,00€ ; qu'il conviendrait parfaitement pour y abriter la nouvelle antenne du service Prévention moyennant des travaux de réaménagement ;

Vu la circulaire du 22 décembre 2015 du Service Public Régional de Bruxelles – Bruxelles Pouvoirs Locaux relative à l'acquisition ou l'aliénation d'un droit de propriété ou de droits réels relatifs aux biens immeubles ;

Considérant que cette circulaire précise que le montant pour toute acquisition doit respecter l'estimation de la valeur vénale du bien établie par le Comité d'Acquisition d'Immeuble Régional (CAIR) ;

Vu le rapport établi le 04 mars 2020 par le CAIR, estimant la valeur vénale de ce bien à 85.200,00€ ;

Vu l'accord des propriétaires sur le montant proposé de 85.200,00€ ;

Considérant que le montant de l'acquisition ainsi que tous les frais inhérents à cette acquisition sont estimés à 100.000,00€ ; que cette dépense sera à inscrire à l'article 300/712-60/10 du service extraordinaire du budget 2020 où un montant de 100.000,00€ sera prévu après modification budgétaire à soumettre au conseil communal du 16 juin 2020 ;

DECIDE,

sous réserve de l'approbation de la modification budgétaire par le conseil communal du 23 juin 2020 :

D'approuver l'acquisition pour cause d'utilité publique au prix de 85.200,00€, du rez-de-chaussée situé à Forest, chaussée d'Alseberg, 336, pour y créer une nouvelle antenne de sécurité intégrée au niveau local dans le cadre de la circulaire du 24 mai 2019 concernant le déploiement de projets d'antennes de sécurité intégrées localement (LISA) ;

D'inscrire le montant de l'acquisition et tous les frais inhérents à cette acquisition, estimés à 100.000,00€, à l'article 300/712-60/10 du service extraordinaire du budget 2020, où un montant de 100.000,00€ sera prévu après modification budgétaire votée au conseil communal du 16 juin 2020 ;

De financer cette dépense par la subvention (250.000,00€) de la Région de Bruxelles-Capitale octroyée suivant l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 12 décembre 2019 pour l'implémentation d'une antenne de sécurité intégrée localement dans le quartier Marconi, dont une première tranche de 80% (250.000,00€ X 0,80 = 200.000,00€) a été versée sur le compte communal en date du 27 janvier 2020 et inscrite à l'article 300/663-51/10 du service extraordinaire du budget 2020 ;

De poursuivre les échanges avec le Chef de Corps de la zone Midi pour veiller à garantir une complémentarité des services au sein de l'antenne ;

De donner pouvoir au Collège des Bourgmestre et Echevins, représenté par le Bourgmestre ou son délégué, assisté du Secrétaire communal ou son délégué, aux fins de signer valablement l'acte notarié pour la Commune de Forest ;

De renoncer à toute action en rétrocession de bien.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 35 votes positifs.

---

**Gemeente-eigendommen – Preventie – Implementering van een lokale geïntegreerde veiligheidsantenne in de Marconiwijk – Aankoop van een benedenverdieping gelegen te Vorst, Alsebergsesteenweg 336 – Goedkeuring.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op het besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest houdende toekenning van een betoelaging van 250.000 euro aan de gemeente Vorst in het raam van de omzendbrief d.d. 24 mei 2019 m.b.t. het ontplooiën van projecten van lokaal geïntegreerde veiligheidsantennes (LISA), meer bepaald voor de Marconiwijk;

Overwegende dat maatregel 7.7 van het Globaal Veiligheids- en Preventieplan (GVPP) betreffende de versterking van de territoriale verankering van de verscheidene diensten actief op lokaal, zonaal en regionaal niveau door het ontwikkelen van op lokaal niveau, geïntegreerde veiligheidsantennes;

Gelet op het schrijven d.d. 23 december 2019 van Brussel Preventie en Veiligheid waarbij verduidelijkt wordt dat het besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 12 december 2019 een betoelaging van 250.000,00€ aan de gemeente Vorst toegekend heeft voor de implementering van een lokaal geïntegreerde veiligheidsantenne in de Marconiwijk;

Gelet op de door de gemeente Vorst en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ondertekende overeenkomst, die alle elementen m.b.t. dit project van betoelagde antenne bevat;

Gelet op de gesprekken met de politiezone om de geïntegreerde veiligheidsantenne te versterken;

Overwegende dat een eerste schijf van 80% van de subsidie ( $250.000,00\text{€} \times 0,80 = 200.000,00\text{€}$ ) op 27 januari 2020 werd gestort op de gemeentelijke rekening en ingeschreven op artikel 300/663-51/10 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2020;

Overwegende dat de handelsbenedenverdieping gelegen te Vorst, Alsebergsesteenweg 336, te koop staat voor de prijs van 149.000,00€; dat deze perfect zou passen om er de nieuwe antenne van de Preventiedienst, mits herinrichtingswerken, onder te brengen;

Gelet op de omzendbrief d.d. 22 december 2015 van de Gewestelijke Openbare Dienst Brussel – Brussel Lokale Besturen betreffende de verwerving of vervreemding van een eigendomsrecht of van zakelijke rechten op onroerende goederen;

Overwegende dat deze omzendbrief specificeert dat het bedrag voor elke aankoop de schatting van de marktwaarde van het goed, opgemaakt door het Gewestelijk Comité tot Aankoop van Onroerende Goederen (GCAO), moet naleven;

Gelet op het op 04 maart 2020 opgemaakte verslag van het GCAO, dat de marktwaarde van dit goed schat op 85.200,00€;

Gelet op het akkoord van de eigenaars omtrent het voorgestelde bedrag van 85.200,00€;

Overwegende dat het aankoopbedrag, evenals alle bij de aankoop horende kosten, op 100.000,00€ geraamd worden; dat deze uitgave ingeschreven moet worden op artikel 300/712-60/10 van de buitengewone dienst van de begroting 2020, waar een bedrag van 100.000,00€ voorzien zal worden na voorlegging aan de gemeenteraad van 16 juni 2020 van een begrotingswijziging;

**BESLIST,**

onder voorbehoud van goedkeuring van de begrotingswijziging door de gemeenteraad van 23 juni 2020:

Goedkeuring te verlenen aan de aankoop voor openbaar nut van de benedenverdieping gelegen te Vorst, Alsebergsesteenweg 336, voor de prijs van 85.200,00€, om er een nieuwe geïntegreerde veiligheidsantenne op lokaal niveau op te richten, in het raam van de omzendbrief d.d. 24 mei 2019 m.b.t. het ontplooiën van projecten van lokaal geïntegreerde veiligheidsantennes (LISA);

Het bedrag van de aankoop en alle bij deze aankoop horende kosten, geraamd op 100.000,00€, in te schrijven op artikel 300/712-60/10 van de buitengewone dienst van de begroting 2020, waar een bedrag van 100.000,00€ voorzien zal worden, na begrotingswijziging gestemd door de gemeenteraad van 16 juni 2020;

Deze uitgave te financieren met de betoelaging (250.000,00€) van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, toegekend overeenkomstig het besluit d.d. 12 december 2019 van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor het implementeren van een lokaal geïntegreerde veiligheidsantenne in de Marconiwijk, waarvan een eerste schijf van 80% (250.000,00€ X 0,80 = 200.000,00€) op 27 januari 2020 werd gestort op de gemeentelijke rekening en ingeschreven op artikel 300/663-51/10 van de buitengewone dienst van de begroting 2020;

De gesprekken met de Korpschef van de zone Zuid verder te zetten om erop toe te zien aanvullende diensten binnen de antenne te verzekeren;

Machtiging te verlenen aan het College van Burgemeester en Schepenen, vertegenwoordigd door de Burgemeester of zijn afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris of haar afgevaardigde, ten einde de notariële akte geldig te ondertekenen voor de gemeente Vorst;

Te verzaken aan elke eis tot doorverkoop van het goed.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

*6 annexes / 6 bijlagen*



## Marchés publics pour Travaux - Overheidsopdrachten voor werken

### 16 Marchés Publics - Marchés publics divers - Approbation des conditions, du mode de passation, des firmes à consulter - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle loi communale - Information.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment les articles 234 et 236 relatifs aux compétences du Collège des bourgmestre et échevins ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures;

*Considérant que l'Eglise Saint Denis est classé depuis le 21 décembre 1936 et contient un nombre important d'œuvres d'art ;*

*Considérant qu'un inventaire a été réalisé par le bureau d'architecture Origin en 2016 ; que celui-ci relève plusieurs interventions urgentes à réaliser afin d'assurer la conservation de ces œuvres ;*

*Considérant qu'à cette fin, il est nécessaire de faire appel à un conservateur-restaurateur;*

Considérant qu'il y a lieu de conclure un marché d'intervention d'un conservateur-restaurateur d'œuvres d'art à l'Eglise St Denis;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 14 mai 2020 faisant choix de la procédure par simple facture acceptée comme mode de passation du marché «2020-S-008 - Eglise St Denis : Intervention d'un conservateur-restaurateur d'œuvres d'art» pour un montant estimé de ce marché s'élève à 16.528,93 € hors TVA ou 20.000,00 €, 21% TVA comprise;

Considérant qu'une partie de la dépense est financée par un subsidie de la Direction du Patrimoine Culturel (anciennement DMS) à hauteur de 80% (article de recette 790/665-52/64) , le reste de la dépense étant financé par un emprunt à charge de la commune inscrit à l'article 790/723-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2020 ;

Considérant qu'il y a lieu de conclure un marché de travaux de mise en conformité de l'installation électrique basse tension de l'école de Wereldbrug située rue de Hal 32-34 à 1190 Bruxelles;

*Considérant que le marché porte sur les travaux nécessaires afin de mettre l'installation électrique de l'établissement scolaire mentionné aux normes (tableau général basse tension, tableaux divisionnaires, démontage de toute les parties de l'installation vétuste et non conforme, remplacement des circuits de*

*distribution basse tension, travaux de câblage, adaptation de tableau divisionnaire, adaptations/remplacement de l'éclairage autonome, remplacement/rajoute d'appareils d'éclairage...) tout en veillant à rencontrer les besoins de l'établissement ;*

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 28 mai 200 faisant choix de la procédure par procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «2020-T-035 - Travaux de mise en conformité de l'installation électrique basse tension de l'école de Wereldbrug – rue de Hal 32-34 à 1190 Bruxelles», pour un montant s'élevant à 94.339,62 € hors TVA ou 100.000,00 €, 6% % TVA comprise et inscrit à l'article 7202/724-60 /64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2020 et financé par un emprunt ;

DECIDE,

De prendre connaissance des décisions suivantes du collège des bourgmestres et échevins :

-Décision du Collège des bourgmestre et échevins du 14 mai 2020 faisant choix de la procédure par simple facture acceptée comme mode de passation du marché «2020-S-008 - Eglise St Denis : Intervention d'un conservateur-restaurateur d'œuvres d'art» pour un montant estimé de ce marché s'élève à 16.528,93 € hors TVA ou 20.000,00 €, 21% TVA comprise, une partie de la dépense étant financée par un subside de la Direction du Patrimoine Culturel (anciennement DMS) à hauteur de 80% (article de recette 790/665-52/64) , le reste de la dépense étant financé par un emprunt à charge de la commune inscrit à l'article 790/723-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2020.

-Décision du Collège des bourgmestre et échevins du 28 mai 200 faisant choix de la procédure par procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «2020-T-035 - Travaux de mise en conformité de l'installation électrique basse tension de l'école de Wereldbrug – rue de Hal 32-34 à 1190 Bruxelles», pour un montant s'élevant à 94.339,62 € hors TVA ou 100.000,00 €, 6% % TVA comprise et inscrit à l'article 7202/724-60 /64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2020 et financé par un emprunt .

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 35 votes positifs.

---

**Overheidsopdrachten – Verschillende overheidsopdrachten - Goedkeuring van de lastvoorwaarden, van de gunningswijze, van de uit te nodigen firma's - Toepassing van artikel 234, §3 van de Nieuwe Gemeentewet - Kennisgeving.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 234 en 236 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en latere wijzigingen;

*Overwegende dat de Sint-Denijskerk sinds 21 december 1936 beschermd is en een groot aantal kunstwerken bevat;*

*Overwegende dat het architectuurbureau Origin in 2016 een inventaris heeft opgesteld; dat deze een aantal dringende ingrepen aanhaalt die moeten worden uitgevoerd om de bewaring van deze werken te waarborgen;*

*Overwegende dat daartoe een beroep moet worden gedaan op een conservator-restaurateur;*

Overwegende dat er een opdracht moet worden afgesloten voor de ingrepen door een conservator-restaurateur van kunstwerken in de Sint-Denijskerk;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 14 mei 2020 om te kiezen voor de procedure via gewone aanvaarde factuur als gunningswijze van de opdracht "2020-S-008 - Sint-Denijskerk: Ingrepen door een conservator-restaurateur van kunstwerken" voor een geraamd bedrag van 16.528,93 € excl. BTW of 20.000,00 €, 21 % BTW inbegrepen;

Overwegende dat een deel van de uitgave wordt gefinancierd door een subsidie van de Directie Cultureel Erfgoed (voorheen DML) ten bedrage van 80% (artikel van ontvangst 790/665-52/64), waarbij het overblijvende saldo gefinancierd wordt door een lening ten laste van de gemeente, ingeschreven op artikel 790/723-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2020;

Overwegende dat er een opdracht voor werken moet worden afgesloten voor het conform maken van de elektrische laagspanningsinstallatie van de school De Wereldbrug gelegen Hallestraat 32-34 te 1190 Brussel;

*Overwegende dat de opdracht betrekking heeft op de werkzaamheden die nodig zijn om de elektrische installatie van de vermelde school aan te passen aan de normen (algemeen laagspanningsbord, verdeelborden, demontage van alle onderdelen van de verouderde en niet-conforme installatie, vervanging van de laagspanningsdistributiecircuits, bekabelingswerken, aanpassing van verdeelbord, aanpassingen/vervanging van de autonome verlichting, vervanging/toevoeging van verlichtingstoestellen, ...), waarbij wordt gewaarborgd dat aan de behoeften van de inrichting wordt voldaan;*

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 28 mei 2020 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht "2020-T-035: Conformiteitswerken van de elektrische laagspanningsinstallatie van de school De Wereldbrug - Hallestraat 32-34 te 1190 Brussel" voor een bedrag van 94.339,62 € excl. BTW of 100.000,00 €, 6 % BTW inbegrepen en ingeschreven op artikel 7202/724-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2020 en gefinancierd door een lening;

BESLIST:

Kennis te nemen van de volgende beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen:

1. Beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 14 mei 2020 om te kiezen voor de procedure via gewone aanvaarde factuur als gunningswijze van de opdracht "2020-S-008 - Sint-Denijskerk: Ingrepen door een conservator-restaurateur van kunstwerken" voor een geraamd bedrag van 16.528,93 € excl. BTW of 20.000,00 €, 21 % BTW inbegrepen, waarbij een deel van

de uitgave wordt gefinancierd door een subsidie van de Directie Cultureel Erfgoed (voorheen DML) ten bedrage van 80% (artikel van ontvangst 790/665-52/64) en waarbij het overblijvende saldo gefinancierd wordt door een lening ten laste van de gemeente, ingeschreven op artikel 790/723-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2020.

2. Beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 28 mei 2020 om te kiezen voor de procedure via de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht “2020-T-035: Conformiteitswerken van de elektrische laagspanningsinstallatie van de school De Wereldbrug - Hallestraat 32-34 te 1190 Brussel” voor een bedrag van 94.339,62 € excl. BTW of 100.000,00 €, 6 % BTW inbegrepen en ingeschreven op artikel 7202/724-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2020 en gefinancierd door een lening.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
35 stemmers : 35 positieve stemmen.

---

17 **Marchés publics – 2019-T-051 - Bempt : Rénovation des terrains synthétiques – Lot 3 (terrain 5) - Révision du montant de l’estimation.**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 234 relatif aux compétences du conseil communal ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu la décision du Conseil Communal du 22 octobre 2019 relative à l’approbation des conditions, de l’estimation et du mode de passation du marché 2019-T-051 « Bempt : Rénovation des terrains synthétiques 1,4 & 5 (3 lots) » ;

Considérant que l’estimation initiale du lot 3 – terrain 5 s’élève à € 289.465,38 hors TVA ou € 350.253,11, 21% TVA comprise, soit € 364.263,24, TVA et révisions des prix comprises ;

Vu la décision du Conseil Communal du 17 décembre 2019 de revoir le montant de l’estimation du lot 3 et de le porter à € 185.190,00€ hors TVA ou € 224.079,90 €, 21% TVA comprise, soit € 246.487,89, TVA et révisions des prix comprises ;

Considérant que pour pouvoir attribuer le lot 3, il y a lieu de revoir la décision du Conseil Communal du 17 décembre 2019 quant au montant de l'estimation du lot 3 (terrain 5) et de le porter à € 299.180,00€ hors TVA ou € 362.007,80 €, 21% TVA comprise, soit € 398.000,00, TVA et révisions des prix comprises ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit à l'article 764/721-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2020 (MB 3-4) ;

Considérant que le mode de financement de ce marché est un subside de Bruxelles Pouvoirs Locaux - Direction des Investissements à hauteur de 70% du montant des travaux envisagés, soit un subside limité au montant maximal de 253.400,00 € pour le lot 3 - terrains de foot n°5 (article de recette : 764/665-52/64 – MB 3-4), le solde restant étant financé par un emprunt à charge de la commune ;

DECIDE:

Art 1 : De revoir la décision du Conseil Communal du 17 décembre 2019 quant au montant de l'estimation du lot 3 - Terrain 5 et de le porter à € 299.180,00€ hors TVA ou € 362.007,80 €, 21% TVA comprise, soit € 398.000,00, TVA et révisions des prix comprises ;

Art 2 : D'inscrire la dépense à l'article 764/721-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2020 (MB 3-4).

Art 3 : De financer cette dépense par un subside de Bruxelles Pouvoirs Locaux - Direction des Investissements à hauteur de 70% du montant des travaux envisagés, soit un subside limité au montant maximal de 253.400,00 € (article de recette : 764/665-52/64 – MB 3-4), le solde restant étant financé par un emprunt à charge de la commune.

Art 4 : De transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 35 votes positifs.

---

**Overheidsopdrachten – 2019-T-051 - Bempt: Renovatie van de synthetische terreinen - Perceel 3 (terrein 5) - Herziening van het bedrag van de raming.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 234 betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 22 oktober 2019 tot goedkeuring van de lastvoorwaarden, van de raming en van de gunningswijze van de opdracht 2019-T-051 – “Bempt: Renovatie van de synthetische terreinen 1, 4 & 5 (3 percelen)”;

Overwegende dat de oorspronkelijke raming van perceel 3 - terrein 5 neerkomt op 289.465,38 € excl. BTW of 350.253,11 €, 21% BTW inbegrepen hetzij 364.263,24 €, BTW en prijsherziening inbegrepen;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 17 december 2019 om het bedrag van de raming van perceel 3 te herzien en het te brengen op 185.190,00€ excl. BTW of 224.079,90 €, 21% BTW inbegrepen, hetzij 246.487.89 €, BTW en prijsherzieningen inbegrepen;

Overwegende dat om perceel 3 te kunnen toewijzen, het aangewezen is de beslissing van de Gemeenteraad van 17 december 2019 inzake het bedrag van de raming van perceel 3 (terrein 5) te herzien en het te brengen op 299.180,00 € excl. BTW of 362.007,80 €, 21% BTW inbegrepen, hetzij 398.000.00 €, BTW en prijsherziening inbegrepen;

Overwegende dat het krediet voor deze uitgave ingeschreven is op artikel 764/721-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2020 (BW 3-4);

Overwegende dat de financieringswijze van deze opdracht een subsidie van Brussel Plaatselijke Besturen - Directie Investerings is voor 70% van het bedrag van de overwogen werken, hetzij een subsidie beperkt tot het maximale bedrag van 253.400,00 € voor perceel 3 - voetbalterrein nr. 5 (artikel van ontvangst: 764/665-52/64 – BW 3-4), waarbij het overblijvende saldo gefinancierd wordt door een lening ten laste van de gemeente;

**BESLIST:**

Art 1: De beslissing van de Gemeenteraad van 17 december 2019 inzake het bedrag van de raming van perceel 3 – Terrein 5 te herzien en het te brengen op 299.180,00 € excl. BTW of 362.007,80 €, 21% BTW inbegrepen, hetzij 398.000.00 €, BTW en prijsherziening inbegrepen.

Art 2 : De uitgave in te schrijven op artikel 764/721-60/03 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2020 (BW 3-4).

Art 3 : Deze uitgave te financieren door een subsidie van Brussel Plaatselijke Besturen - Directie Investerings voor 70% van het bedrag van de overwogen werken, hetzij een subsidie beperkt tot het maximale bedrag van 253.400,00 € (artikel van ontvangst: 764/665-52/64 – BW 3-4), waarbij het overblijvende saldo gefinancierd wordt door een lening ten laste van de gemeente.

Art 4: Deze beraadslaging over te maken aan de toezichhoudende overheid met het oog op de uitoefening van het algemene toezicht.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

**Monsieur Hacken :**

**Pourquoi cette forte augmentation ?**

**Madame Père :**

**Un marché a été lancé pour rénover trois terrains ( les 1, 4 et 5). Les offres dépassaient l'allocation**

**budgétaire ; Il a été décidé d'attribuer le marché pour les terrains 1 et 4 et maintenant il faut prévoir le budget pour rénover le terrain 5.**

**De heer Hacken:**

**Waarom die grote stijging?**

**Mevrouw Père:**

**Er is een opdracht uitgeschreven voor de renovatie van drie percelen (1, 4 en 5). De offertes overschreden de begrotingstoewijzing; er werd besloten de opdracht voor de percelen 1 en 4 te gunnen en nu moet het budget voor de renovatie van perceel 5 worden begroot.**

---

**18 Marchés publics – 2020-T-038 - Travaux de rénovation partielle à l'école 13 "les Marronniers" - Approbation des conditions et du mode de passation.**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 234 relatif aux compétences du conseil communal ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 36 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Considérant la vétusté de l'école 13 "les Marronniers" et la nécessité de l'aménager en tenant compte des normes actuelles (incendies, aspects pédagogiques, sanitaires...) ;

Vu le cahier des charges N° 2020-T-038 relatif au marché "Travaux de rénovation partielle à l'école 13 "les Marronniers"" établi par le Service Travaux Publics - Bâtiments Communaux ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à € 978.000,00 hors TVA ou € 1.036.680,00 6% TVA comprise ou € 1.140.000,00, TVA et révision des prix comprises ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure ouverte ;

Considérant qu'en application de l'article 58 de la loi du 17 juin 2016 l'adjudicateur décide de ne pas diviser le marché en lots pour des raisons techniques liés à la nature des travaux.

Les travaux relatifs à l'entreprise concernent en effet une même unité sur un même site. Ils ne sont dès lors pas, de par leur nature et compte tenu de l'objet du marché, susceptibles de faire l'objet de lots différents.

Seule une exécution par un même entrepreneur de l'ensemble des travaux concernés est de nature à garantir la bonne exécution de ce marché ;

De plus l'allotissement rendrait impossible, de par la configuration des lieux (un seul accès au chantier), de déterminer les responsabilités en cas de malfaçon, de dégradation des parties du bâtiment non modifiées (conciergerie) et augmenterait sensiblement les coûts d'installation de chantier ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est à l'article 7201/724-60/03 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2020 (BI + MB 3-4) ;

Considérant que le mode de financement est un emprunt à charge de la commune.

DECIDE:

Art 1 : D'approuver le cahier des charges N° 2020-T-038 et le montant estimé du marché "Travaux de rénovation partielle à l'école 13 "les Marronniers"", établis par le Service Travaux Publics - Bâtiments Communaux. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à € 978.000,00 hors TVA ou € 1.036.680,00 6% TVA comprise ou € 1.140.000,00, TVA et révision des prix comprises ;

Art 2 : De passer le marché par la procédure ouverte.

Art 3 : De ne pas diviser le marché en lots pour des raisons liées à la nature du marché :

Les travaux relatifs à l'entreprise concernent en effet une même unité sur un même site. Ils ne sont dès lors pas, de par leur nature et compte tenu de l'objet du marché, susceptibles de faire l'objet de lots différents. Seule une exécution par un même entrepreneur de l'ensemble des travaux concernés est de nature à garantir la bonne exécution de ce marché ;

De plus l'allotissement rendrait impossible, de par la configuration des lieux (un seul accès au chantier), de déterminer les responsabilités en cas de malfaçon, de dégradation des parties du bâtiment non modifiées (conciergerie) et augmenterait sensiblement les coûts d'installation de chantier.

Art 4 : De compléter et d'envoyer l'avis de marché au niveau national.

Art 5 : D'inscrire la dépense à 7201/724-60/03 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2020 (BI + MB 3-4).

Art 6 : De financer cette dépense par un emprunt à charge de la commune.

Art 7 : De transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 35 votes positifs.

---

**Overheidsopdrachten – 2020-T-038 - Gedeeltelijke renovatiewerken in school 13 "Les Marronniers" – Goedkeuring van de lastvoorwaarden en van de gunningswijze.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet inzonderheid artikel 234 betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake



overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 36;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Overwegende de verouderde staat van school 13 "Les Marronniers" en de noodzaak om ze in te richten rekening houdend met de huidige normen (brand, pedagogische aspecten, sanitair...);

Gelet op het bestek met nr. 2020-T-038 betreffende de opdracht "Gedeeltelijke renovatiewerken in school 13 "Les Marronniers"" opgesteld door de Dienst Openbare Werken – Gemeentegebouwen;

Overwegende dat de raming van deze opdracht 978.0000,00 €, excl. BTW of 1.036.680,00 €, incl. 6% BTW of 1.140.000,00 €, BTW en prijsherziening inbegrepen, bedraagt;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van open procedure;

Overwegende dat in toepassing van artikel 58 van de wet van 17 juni 2016 de aanbestedende overheid beslist om de opdracht niet op te delen in percelen omwille van technische redenen die verband houden met de aard van de werken.

De werkzaamheden verbonden met deze aanneming hebben immers betrekking op eenzelfde eenheid op eenzelfde site. Ze zullen bijgevolg, vanwege hun aard en rekening houdend met het voorwerp van de opdracht, wellicht niet het voorwerp uitmaken van verschillende percelen. Enkel de uitvoering van alle betrokken werkzaamheden door eenzelfde aannemer kan de goede uitvoering van deze opdracht garanderen;

Bovendien zou de verdeling in percelen het, omwille van de configuratie van de plaatsen (een enkele toegang tot de bouwplaats), onmogelijk maken de verantwoordelijkheden vast te stellen in geval van gebrekkig werk, beschadiging van de niet gewijzigde delen van het gebouw (conciërgewoning) en de kosten voor installatie van de bouwplaats aanzienlijk verhogen;

Overwegende dat het krediet voor deze uitgave ingeschreven is op artikel 7201/724-60/03 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2020 (IB + BW 3-4);

Overwegende dat de financieringswijze een lening ten laste van de gemeente is;

**BESLIST:**

Art 1: Goedkeuring te verlenen aan het bestek met nr. 2020-T-038 en de raming van de opdracht "Gedeeltelijke renovatiewerken in school 13 "Les Marronniers"", opgesteld door de Dienst Openbare Werken - Gemeentegebouwen. De lastvoorwaarden worden vastgesteld zoals voorzien in het bestek en zoals opgenomen in de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten. De raming bedraagt 978.0000,00 €, excl. BTW of 1.036.680,00 €, incl. 6% BTW of 1.140.000,00 €, BTW en prijsherziening inbegrepen.

Art 2: De opdracht te gunnen bij wijze van open procedure.

Art 3: De opdracht niet op te delen in percelen omwille van redenen die verband houden met de aard van de opdracht:

De werkzaamheden verbonden met deze aanneming hebben immers betrekking op eenzelfde eenheid op eenzelfde site. Ze zullen bijgevolg, vanwege hun aard en rekening houdend met het voorwerp van de opdracht, wellicht niet het voorwerp uitmaken van verschillende percelen. Enkel de uitvoering van alle betrokken werkzaamheden door eenzelfde aannemer kan de goede uitvoering van deze opdracht garanderen;

Bovendien zou de verdeling in percelen het, omwille van de configuratie van de plaatsen (een enkele toegang tot de bouwplaats), onmogelijk maken de verantwoordelijkheden vast te stellen in geval van gebrekkig werk, beschadiging van de niet gewijzigde delen van het gebouw (conciërgewoning) en de kosten voor installatie van de bouwplaats aanzienlijk verhogen.

Art 4 : De opdrachtaankondiging in te vullen en te versturen op nationaal niveau.

Art 5: De uitgave in te schrijven op artikel 7201/724-60/03 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2020 (IB + BW 3-4).

Art 6: Deze uitgave te financieren door een lening ten laste van de gemeente.

Art 7: Deze beraadslaging over te maken aan de toezichthoudende overheid met het oog op de uitoefening van het algemene toezicht.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

*6 annexes / 6 bijlagen*

---

## **Propriétés communales et Logement - Gemeentelijke Eigendommen en Huisvesting**

- 19 **Logement – Marché public – Marché public: fourniture et remplacement de conduites de gaz, rue de Belgrade 78 – Marché public de faible montant – Procédure sur simple facture acceptée (article 92 de la loi du 17 juin 2016) - Approbation des conditions, du mode de passation , des firmes à consulter et de l'attribution - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle loi communale - Revu.**

LE CONSEIL,

Revu la décision du 17 Mars 2020: "De prendre connaissance de la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 19 décembre 2019 faisant choix de la procédure sur simple facture acceptée comme mode de passation du marché « Fourniture et remplacement de conduites de gaz, rue de Belgrade 78 » , le montant estimé s'élevant à 6.580,00€ hors TVA, soit 7.000,00 €, 6% TVAC, le crédit permettant cette dépense est inscrit à l'article 922/724-60/39 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2019 ";

Considérant que le montant indiqué dans la précédente décision était le montant estimé du marché soit 6.580,00€ hors TVA, soit 7.000,00 €, 6% TVAC et non le montant du coût effectif de celui-ci soit 2.550,00€ hors TVA soit 2.703,00€;

DECIDE :

De revoir la décision du 17 Mars 2020;

De prendre connaissance de la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 19 décembre 2019 faisant choix de la procédure sur simple facture acceptée comme mode de passation du marché « Fourniture et remplacement de conduites de gaz, rue de Belgrade 78 », le montant estimé s'élevant à 2.550,00€ hors TVA, soit 2.703 €, 6% TVAC , le crédit permettant cette dépense est inscrit à l'article 922/724-60/39 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2019.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 35 votes positifs.

---

**Huisvesting – Overheidsopdrachten – Overheidsopdracht: levering en vervanging van gasleidingen, Belgradostraat 78 – Overheidsopdracht van beperkte waarde – Procedure via gewone aanvaarde factuur (artikel 92 van de wet van 17 juni 2016) - Goedkeuring van de lastvoorwaarden, van de gunningswijze, van de te raadplegen firma's en van de gunning - Toepassing van artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet - Herziening.**

DE RAAD,

De beslissing van 17 maart 2020 herzien om: "Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 19 december 2019 om te kiezen voor de procedure via gewone aanvaarde factuur als gunningswijze van de opdracht "Levering en vervanging van gasleidingen, Belgradostraat 78", waarbij de raming 6.580,00€ excl. BTW of 7.000,00€, 6% BTW inbegrepen, bedraagt en waarbij het krediet voor deze uitgave ingeschreven is op artikel 922/724-60/39 van de buitengewone dienst van de begroting 2019.";

Overwegende dat het bedrag vermeld in de vorige beslissing het geraamde bedrag van de opdracht was namelijk 6.580€ excl. BTW of 7.000€, 6% BTW inbegrepen, en niet het bedrag van de werkelijke kostprijs ervan namelijk 2.550,00€ excl BTW of 2.703,00€ BTW inbegrepen;

BESLIST:

De beslissing van 17 maart 2020 te herzien;

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 19 december 2019 om te kiezen voor de procedure via gewone aanvaarde factuur als gunningswijze van de opdracht "Levering en vervanging van gasleidingen, Belgradostraat 78", waarbij de raming 2.550,00€ excl. BTW of 2.703,00€, 6% BTW inbegrepen, bedraagt en waarbij het krediet voor deze uitgave ingeschreven is op artikel 922/724-60/39 van de buitengewone dienst van de begroting 2019.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

---

**Mobilité - Mobiliteit**

20 **Mobilité - Organisation de la "journée sans voiture" 2020 - Accord des Bourgmestres.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment son article 117 ;

Vu l'accord conclu le 4 mars 2020 entre les bourgmestres des dix-neuf communes de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale ;

Considérant que le 20 septembre 2020 aura lieu la « journée sans voiture »;

Que le conseil communal décide de s'associer également à cet événement ;

Qu'à cette occasion, seules les personnes et les véhicules autorisés pourront circuler sur tout le territoire des dix-neuf communes ;

Qu'il convient dès lors d'assurer la cohérence dans la délivrance des autorisations ;

Qu'à cet égard, une multiplication des démarches pour la personne désirant obtenir une autorisation risque de la dissuader de se conformer au règlement et, partant, de l'inciter à frauder ;

DECIDE :

L'accord conclu le 4 mars 2020 entre le bourgmestre de la commune de Forest et les bourgmestres des dix-huit autres communes de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale est approuvé.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 35 votes positifs.

---

**Mobiliteit - Organisatie van de dag "zonder auto mobiel in de stad" 2020 - Akkoord tussen de Burgemeesters.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 117;

Gelet op het akkoord gesloten op 4 maart 2020 tussen de burgemeesters van de negentien gemeenten van het administratieve arrondissement Brussel-Hoofdstad;

Overwegende dat op 20 september 2020 de dag « zonder auto mobiel in de stad » plaatsvindt;

Dat de gemeenteraad beslist om zich bij dit evenement aan te sluiten;

Dat bij deze gelegenheid enkel de personen en de voertuigen die een toelating hebben verkregen, zich mogen verplaatsen over het hele grondgebied van de negentien gemeenten;

Dat bijgevolg coherentie verzekerd moet worden bij de uitreiking van doorgangsbewijzen;

Dat een uitbreiding van het aantal stappen die men dient te ondernemen om een doorgangsbewijs te verkrijgen, een afradend effect kan hebben om het reglement na te leven en tot fraude kan aanzetten;

BESLIST:

Het akkoord afgesloten op 4 maart 2020 tussen de burgemeester van de gemeente Vorst en de burgemeesters van de achttien andere gemeenten van het administratieve arrondissement Brussel-Hoofdstad wordt goedgekeurd.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

*1 annexe / 1 bijlage*

---

21 **Mobilité - Convention d'adhésion à la centrale d'achat - Référence PB.A15-90 – « Agence du stationnement – Marché public de fourniture ayant pour objet fourniture, installation et entretien des dispositifs pour vélos » - Avenant.**

LE CONSEIL,

Vu la décision du Conseil du 5 juillet 2016 approuvant la convention d'adhésion à la centrale d'achat - Référence PB.A15-90 – « Agence du stationnement – Marché public de fourniture ayant pour objet fourniture, installation et entretien des dispositifs pour vélos » ;

Considérant que le marché arrive à échéance, en principe, le 23 avril 2020 ;

Que pour succéder au marché actuel, l'Agence ambitionne de procéder à une nouvelle mise en concurrence exigeante, notamment, un marché public avec publication européenne ;

Que pour être efficiente, la future mise en concurrence nécessitera un délai de réception des offres suffisamment long pour permettre aux soumissionnaires de remettre des offres qualitatives ;

Qu'il est dans l'intérêt de l'Agence de pouvoir bénéficier de suffisamment de temps pour pouvoir lancer ce nouveau marché dans les meilleures conditions ;

Que dès lors que l'Agence entend prolonger la mission de l'adjudicataire actuel pour 6 mois à partir du 23 avril 2020 ;

Considérant que l'Agence a demandé aux adjudicataires du marché actuel, qui l'ont accepté, de prolonger sa mission pour une durée de 6 mois à partir du 23 avril 2020, dans les mêmes conditions que son offre initiale ;

Considérant l'avenant joint au dossier permettant à la commune de Forest de bénéficier de la prolongation de la mission de l'adjudicataire actuel ;

DECIDE,

D'approuver l'avenant à la convention d'adhésion à la centrale d'achat (Référence PB.A15-90 ) « Agence du stationnement – Marché public de fourniture ayant pour objet fourniture, installation et entretien des dispositifs pour vélos » ci-annexée ;

De donner pouvoir au Collège des Bourgmestres et Echevins, représenté par le Bourgmestre ou son délégué assisté de la Secrétaire communale ou son délégué, afin de signer valablement ledit avenant.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 35 votes positifs.

---

**Mobiliteit - Overeenkomst van aansluiting bij de aankoopcentrale - Kenmerk PB.A15-90 – “Parkeeragentschap – Overheidsopdracht voor leveringen met als voorwerp levering, installatie en onderhoud van fietsstallingsvoorzieningen” - Bijakte.**

DE RAAD,

Gelet op de beslissing van de Raad van 5 juli 2016 tot goedkeuring van de overeenkomst van aansluiting bij de aankoopcentrale - Kenmerk PB.A15-90 – “Parkeeragentschap – Overheidsopdracht voor leveringen met als voorwerp levering, installatie en onderhoud van fietsstallingsvoorzieningen”;

Overwegende dat de opdracht in principe op 23 april 2020 afloopt;

Dat het Agentschap, om de huidige opdracht te vervolgen, de ambitie heeft om een nieuwe veeleisende mededinging op te starten, met name een overheidsopdracht met Europese bekendmaking;

Dat de toekomstige mededinging, om doeltreffend te zijn, een voldoende lange ontvangstermijn van de offertes vereist om de inschrijvers de mogelijkheid te bieden kwalitatieve offertes in te dienen;

Dat het in het belang van het Agentschap is om voldoende tijd te krijgen om deze nieuwe opdracht onder de best mogelijke omstandigheden te lanceren;

Dat het Agentschap bijgevolg van plan is de opdracht van de huidige opdrachtnemer met 6 maanden te verlengen vanaf 23 april 2020;

Overwegende dat het Agentschap aan de opdrachtnemers van de huidige opdracht, die het hebben aanvaard, heeft gevraagd hun opdracht met ingang van 23 april 2020 voor een periode van zes maanden te verlengen, onder dezelfde voorwaarden als de oorspronkelijke offerte;

Overwegende de bijakte toegevoegd aan het dossier die de gemeente Vorst in staat stelt gebruik te maken van de verlenging van de opdracht van de huidige opdrachtnemer;

BESLIST,

Goedkeuring te verlenen aan de bijakte bij de overeenkomst van aansluiting bij de aankoopcentrale (Kenmerk PB.A15-90) “Parkeeragentschap - Overheidsopdracht voor leveringen met als voorwerp levering, installatie en onderhoud van fietsstallingsvoorzieningen”, opgenomen in bijlage;

Het College van Burgemeester en Schepenen, vertegenwoordigd door de Burgemeester of zijn afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris of haar afgevaardigde, machtiging te verlenen teneinde de voormelde bijakte rechtsgeldig te ondertekenen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

*2 annexes / 2 bijlagen*

22 **Mobilité - Achat de dispositifs de stationnement vélo - Budget 2020 – Centrale d'achat de l'Agence de Stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale.**

LE CONSEIL,

Vu le Plan communal de Mobilité adopté par le Conseil Communal en séance du 5 juillet 2011 ;

Vu le plan vélo adopté par le Collège des Bourgmestre et Echevins à l'issue du processus BYPAD en sa séance du 22 août 2013 et par le Conseil Communal en séance du 10 septembre 2013 ;

Considérant qu'une offre de parking vélo sécurisé et non-sécurisé est un élément favorisant l'utilisation de ce mode de transport ;

Considérant la demande importante de stationnement vélos sécurisé et non-sécurisé sur le territoire communal ;

Considérant que les emplacements seront déterminés ultérieurement ;

Vu la décision du Conseil Communal du 5 juillet 2016 approuvant la convention d'adhésion à la centrale d'achat (Référence PB.A15-90 ) « Agence du stationnement – Marché public de fourniture ayant pour objet fourniture, installation et entretien des dispositifs pour vélos » ;

Vu la décision du Conseil Communal du 4 septembre 2018 approuvant l'avenant à la convention d'adhésion à la centrale d'achat (Référence PB.A15-90 ) « Agence du stationnement – Marché public de fourniture ayant pour objet fourniture, installation et entretien des dispositifs pour vélos » et stipulant:  
*"toute nouvelle commande pourra se faire désormais conformément aux conditions modifiées de manière non substantielle:*

- la commande pourra se faire directement auprès du fournisseur
- les délais de réception et de placement de matériel pourront donc être raccourcis
- la facturation se fera directement avec le fournisseur et non plus via parking.brussels ;"

Considérant la liste des prix du matériel faisant partie de l'offre du fournisseur désigné pour la centrale d'achat référencée ci-dessus et transmise par l'Agence de stationnement ;

Considérant que le matériel lié au stationnement vélo sécurisé est subsidié à 100% (à concurrence du montant maximal de 30.000 €) à condition que les emplacements prévus soient situés en voirie ;

Considérant que la dépense est dès lors estimée comme suit :

10 box vélos	3.764,00 € HTVA/box
Placement des 10 box vélos	201,00 € HTVA/box
<b>TOTAL ACHAT (HTVA)</b>	<b>39.650,00 €</b>
<b>TOTAL ACHAT (TVAC)</b>	<b>47.976,50 €</b>

Considérant le montant aujourd'hui disponible pour les achats d'équipements à l'article 410/741-52/85 du service extraordinaire du budget 2020, soit 48.000 € ;

Considérant que dans le catalogue de soutien régional aux actions communales de mobilité, il est prévu que la Région finance 100% (à concurrence du montant maximal de 30.000 €) de l'installation de places de stationnement sécurisées / non sécurisées, moyennant un accord en ce qui concerne les opportunités et le choix des infrastructures cyclistes;

Vu la lettre de Bruxelles-Mobilité datée du 28 mai 2020 accordant un subside à la commune de Forest quant à l'achat de dispositifs d'infrastructure et d'équipements vélo ;

DECIDE ;

De désigner l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale pour l'acquisition de dispositifs de stationnement vélo dont le paiement des fournitures sera établi sur production des factures du fournisseur désigné par l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale ;

De marquer son accord pour l'achat de 10 box vélos et leur placement ;

D'inscrire la dépense de 47.976,50 € TVAC à l'article 410/741-52/85 du service extraordinaire du budget 2020 ;

De financer la dépense des box vélos et de la consigne à vélo par un subside la Région de Bruxelles-Capitale (Bruxelles-Mobilité) pour le montant maximal de 30.000 € et le solde par un emprunt ;

D'inscrire la recette de 30.000,00 € à l'article 410/665-52/85 du service extraordinaire du budget 2020.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 35 votes positifs.

---

### **Mobiliteit - Aankoop van fietsparkeervoorzieningen - Begroting 2020 – Aankoopcentrale van het Parkeeragentschap van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.**

DE RAAD,

Gelet op het Gemeentelijk Mobiliteitsplan aangenomen door de Gemeenteraad in zitting van 5 juli 2011;

Gelet op het fietsplan aangenomen door het College van Burgemeester en Schepenen na afloop van het proces BYPAD in zitting van 22 augustus 2013 en door de Gemeenteraad in zitting van 10 september 2013;

Overwegende dat het aanbieden van beveiligde en niet-beveiligde fietsparkings een element is dat het gebruik van deze vervoerswijze zal stimuleren;

Gelet op de aanzienlijke vraag naar beveiligde en niet-beveiligde fietsstallingen op het gemeentelijke grondgebied;

Overwegende dat de exacte locaties later vastgelegd zullen worden;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 5 juli 2016 tot goedkeuring van de overeenkomst van aansluiting bij de aankoopcentrale (Kenmerk PB.A15-90) "Parkeeragentschap - Overheidsopdracht voor leveringen met als voorwerp levering, installatie en onderhoud van de fietsparkeervoorzieningen";



Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 4 september 2018 tot goedkeuring van het aanhangsel bij de overeenkomst van aansluiting bij de aankoopcentrale (Kenmerk PB.A15-90) "Parkeeragentschap - Overheidsopdracht voor leveringen met als voorwerp levering, installatie en onderhoud van de fietsparkeervoorzieningen" en waarin wordt bepaald:

*"elke nieuwe bestelling kan voortaan geplaatst worden conform de voorwaarden die op niet-substantiële wijze gewijzigd werden:*

*- de bestelling kan rechtstreeks geplaatst worden bij de leverancier*

*- de termijnen voor ontvangst en plaatsing van materiaal kunnen dus worden ingekort*

*- de facturatie wordt rechtstreeks met de leverancier afgehandeld en niet meer via parking.brussels;"*

Overwegende de prijslijst van het materiaal dat deel uitmaakt van de offerte van de leverancier aangesteld voor de hierboven vermelde aankoopcentrale en overgemaakt door het Parkeeragentschap;

Overwegende dat het materiaal voor niet-beveiligde fietsstallingen voor 100% gesubsidieerd wordt (voor een maximaal bedrag van 30.000 €) door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Overwegende dat de uitgave derhalve als volgt wordt geraamd:

10 fietsboxen	3.764,00 € excl. BTW/box
Plaatsing van de 10 fietsboxen	201,00€ excl. BTW/box
<b>TOTAAL AANKOOP (excl. BTW)</b>	<b>39.650,00 €</b>
<b>TOTAAL AANKOOP (incl. BTW)</b>	<b>47.976,50 €</b>

Overwegende het bedrag dat vandaag beschikbaar is voor de aankopen van uitrustingen op artikel 410/741-52/85 van de buitengewone dienst van de begroting 2020, namelijk 48.000 €;

Overwegende dat in de catalogus van gewestelijke steun voor gemeentelijke mobiliteitsacties voorzien is dat het Gewest 100% financiert (voor een maximaal bedrag van 30.000 €) van de installatie van beveiligde / niet beveiligde parkeerplaatsen, mits een akkoord wat betreft de opportuniteiten en de keuze van de fietsinfrastructuren;

Gelet op de brief van Brussel Mobiliteit van 28 mei 2020 waarin een subsidie wordt toegekend aan de gemeente Vorst voor de aankoop van voorzieningen voor fietsinfrastructuur en -uitrustingen;

BESLIST,

Het Parkeeragentschap van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest aan te stellen voor de aankoop van fietsparkeervoorzieningen waarvoor de betaling van de leveringen opgemaakt zal worden op voorlegging van de facturen van de leverancier aangesteld door het Parkeeragentschap van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Zijn instemming te verlenen voor de aankoop van 10 fietsboxen en de plaatsing ervan;

De uitgave van 47.976,50 € incl. BTW in te schrijven op artikel 410/741-52/85 van de buitengewone dienst van de begroting 2020;

De uitgave voor de fietsboxen en de fietskluis te financieren door een subsidie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (Brussel Mobiliteit) voor het maximale bedrag van 30.000 € en het saldo door een lening;

De ontvangst van 30.000,00 € in te schrijven op artikel 410/665-52/85 van de buitengewone dienst van de

begroting 2020.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
35 stemmers : 35 positieve stemmen.

**Messieurs Hacken et Loewenstein demandent d'obtenir la liste des localisations par écrit.**

**Madame Van den Bosch répond qu'elle va transmettre la liste.**

**De heer Hacken en de heer Loewenstein vragen om de lijst met de locaties schriftelijk te ontvangen.**

**Mevrouw Van den Bosch antwoordt dat zij de lijst zal doorsturen.**

*1 annexe / 1 bijlage*

Levée de la séance à 21:11  
Opheffing van de zitting om 21:11

Par le Collège :  
La Secrétaire,  
Vanwege het College :  
De Secretaris,

La Présidente suppléante,  
De Plaatsvervangende voorzitter,

Betty Moens

Fatima Abbach